

CONSEIL COMMUNAL DU 27 AOÛT 2025
GEMEENTERAAD VAN 27 AUGUSTUS 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Mohamed Ridouane Chahid, *Président du Conseil communal,/Voorzitter van de Gemeenteraad*;
Alessandro Zappala, *Bourgmestre/Burgemeester*;
David Cordonnier, Véronique Levieux, Philippe Michotte, Ali Ince, Jean-Luc Muleo, Ingrid Haelvoet, *Echevin(e)s/Schepenen*;
Marc Bondu, Pascal Freson, Hicham Talhi, Véronique Mbombo Tshidimba, Firyan Kaplan, Elsjé Bouttelgier, Sébastien Lepoivre, Nordine El Farouri, Ibrahim Yücelbas, Tina Martens, Alexandre Larmoyer, Mathieu Vervoort, Céline Martens, Sufian El Moussaoui, Hamza Yesilördek, Christine Jacquart, Rania Demesmaeker, Liridon Demiri, Christophe Gelin, Aïssatou Camara, Emir-Can Demir, Michel Geirnaert, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*;
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Habibe Duraki, *Echevin(e)/Schepen*;
William Beayou, Kelly Itela, Elisa Bruno, Jos Kuipers, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Ridouane Chahid, président du conseil communal, informe le conseil qu'il a reçu une lettre de démission de Madame Jos Kuipers, conseillère communale. Elle sera remplacée lors de la réunion du conseil communal de septembre. Il déclare également avoir reçu une lettre de Madame Sylvie Mbombo Tshidimba, conseillère communale, l'informant qu'elle siègera dorénavant comme indépendante.

De heer Ridouane Chahid, voorzitter van de gemeenteraad, informeert de raad dat hij een ontslagbrief heeft ontvangen van mevrouw Jos Kuipers, gemeenteraadslid. Ze zal worden vervangen tijdens de gemeenteraadsvergadering van september. Hij verklaart eveneens een brief te hebben ontvangen van mevrouw Sylvie Mbombo Tshidimba, gemeenteraadslid, hem mededelend dat ze voortaan als onafhankelijke zal zetelen.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

27.08.2025/A/0001 **Question orale inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 16 août 2025 de Mme Christine Jacquart, Conseillère communale. - L'état et la gestion des conteneurs à vêtements sur le territoire communal.**
Mondelinge vraag ingeschreven op de dagorde ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 16 augustus 2025 van Mevrouw Christine Jacquart, Gemeenteraadslid. - De staat en het beheer van kledingcontainers op het gemeentelijk grondgebied.

Madame Christine Jacquart, conseillère communale, donne lecture du texte de sa question orale, repris ci-dessous.
Mevrouw Christine Jacquart, gemeenteraadslid, geeft lezing van de tekst van haar mondelinge vraag, zoals hieronder hernomen.

Depuis plusieurs mois, et spécifiquement lors de la période estivale 2025, de nombreuses citoyennes et citoyens nous interpellent au sujet de l'état lamentable de certains conteneurs à vêtements installés sur le territoire communal.

Ce qui devait être un geste solidaire et écologique – donner ses vêtements pour qu'ils soient réutilisés ou recyclés – se transforme trop souvent en dépotoirs à ciel ouvert. Les conteneurs sont régulièrement vidés sans gêne, certains viennent littéralement "faire leur marché" sur place, et les vêtements jonchent ensuite le sol. Résultat : insalubrité, incivilité, sentiment d'abandon... et une perte totale du sens initial de la démarche.

Face à cette situation préoccupante, mes questions sont simples :

1. Qui est responsable du suivi, de la gestion et de l'entretien de ces conteneurs ? La commune, une ASBL, une entreprise privée ? Sur base de quelle convention?
2. Des contrôles réguliers sont-ils organisés (tant sur l'état des conteneurs que sur les dépôts au sol) ? À quelle fréquence ? Et quelles sont les suites données en cas de problèmes constatés?
3. Un retrait ou un déplacement de certains conteneurs problématiques est-il envisagé?
4. Des alternatives plus encadrées ou sécurisées (conteneurs fermés, accès limité, horaires définis, vidéosurveillance...) ont-elles déjà été étudiées ou pourraient-elles l'être prochainement?
5. Enfin, quelles actions concrètes la commune entend-elle prendre pour renforcer la sensibilisation des citoyens et rappeler que la solidarité ne doit pas rimer avec abandon, ni dégradation de l'espace public?

Nous avons le devoir de préserver notre cadre de vie et de garantir que les élans de générosité des habitantes et habitants ne se retournent pas contre eux.

Je vous remercie pour vos réponses et, je l'espère, pour les mesures concrètes et rapides que vous mettrez en œuvre.

Monsieur Alessandro Zappala, bourgmestre, donne lecture de la réponse reprise ci-dessous.

De heer Alessandro Zappala, burgemeester, geeft lezing van het hieronder hernomen antwoord.

**1. Qui est responsable du suivi, de la gestion et de l'entretien de ces conteneurs ?
La commune, une ASBL, une entreprise privée ? Sur base de quelle convention ?**

C'est Terre ASBL qui est responsable de la gestion et de l'entretien des conteneurs. En sa séance du 28 mai 2015, le Conseil communal a conclu une convention avec l'ASBL Terre pour l'euro symbolique. La convention était conclue pour une durée de dix ans, soit du 1er juin 2015 au 31 mai 2025.

Les termes principaux de la convention étaient les suivants :

- Terre ASBL installe sur le territoire communal des bulles destinées à la collecte sélective de vêtements, chaussures, linge de maison, maroquinerie et lingerie.

- L'installation, la gestion et la vidange des bulles sont entièrement prises en charge par Terre ASBL.
- Les bulles sont vidangées en moyenne une fois par semaine.
- Terre ASBL s'engageait à ouvrir, pour le 31 décembre 2016 au plus tard, un magasin de seconde main sur le territoire de la commune, permettant la création d'un ou deux emplois.
- La convention était conclue pour une durée de dix ans, soit du 1er juin 2015 au 31 mai 2025. Le choix a été fait de ne pas proposer une nouvelle convention afin de permettre à celle-ci d'être reconduite tacitement, conformément à son article 5, pour une période de deux ans, prenant fin le 31 mai 2027. Cette période, avant de renouveler une nouvelle convention avec des conditions plus exigeantes, nous permettra de challenger cet opérateur et de nous assurer qu'ils seront en capacité d'absorber nos nouvelles demandes (3 vidanges par semaine, enfouir les bulles, ...).

2. Des contrôles réguliers sont-ils organisés (tant sur l'état des conteneurs que sur les dépôts au sol) ? À quelle fréquence ? Et quelles sont les suites données en cas de problèmes constatés ?

Dans la pratique, les bulles sont intégrées aux tournées des balayeurs communaux, qui assurent un nettoyage régulier. Les dépôts clandestins, quant à eux, sont collectés quotidiennement par nos brigades. En principe, toutes les bulles sont vidées à chaque passage de Terre, mais il arrive que les tournées ne puissent être complétées lorsque les sites sont surchargés, en raison de la capacité limitée des camions.

Face à cette situation préjudiciable pour la commune et ses habitants, nous avons exigé une augmentation de la fréquence des vidanges, conformément aux dispositions de la convention. Depuis la semaine du 12 mai 2025, une troisième vidange est désormais assurée chaque semaine (lundi, mardi et vendredi).

3. Un retrait ou un déplacement de certains conteneurs problématiques est-il envisagé ?

Cela a déjà été réalisé, nous sommes passés de 15 à 12 sites:

- les conteneurs à vêtements de l'avenue Henry Dunant ont été déplacés vers ceux de l'avenue Léon Grosjean x Chaussée de Louvain;
- les conteneurs à vêtements de l'avenue Cicéron ont été déplacés vers ceux de la rue de Zaventem x avenue Jules Bordet;
- un des conteneurs à vêtements du Square Pierre Hauwaerts 35 a été déplacé à côté de ceux sis rue Stroobants, le conteneur restant a été supprimé en date du 27 août 2025.

4. Des alternatives plus encadrées ou sécurisées (conteneurs fermés, accès limité, horaires définis, vidéosurveillance...) ont-elles déjà été étudiées ou pourraient-elles l'être prochainement ?

Plusieurs pistes de réflexion sont actuellement à l'étude. Parmi celles-ci, les plus sérieuses envisagées consistent à procéder à l'enfouissement des conteneurs à vêtements ainsi qu'à l'installation de nouvelles caméras, en complément de celles déjà opérationnelles.

5. Enfin, quelles actions concrètes la commune entend-elle prendre pour renforcer la sensibilisation des citoyens et rappeler que la solidarité ne doit pas rimer avec abandon, ni dégradation de l'espace public ?

- Campagnes de communication :
 - sensibilisation via distribution de flyers (toutes boites);
 - sensibilisation via nos divers canaux de communication;
 - panneaux d'informations;
 - explications de l'impact sur le vandalisme.

27.08.2025/A/0002

Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 19 août 2025 de Monsieur Alexandre Larmoyer, conseiller communal, relative aux signes distinctifs des conseillers communaux.

Motie ingeschreven op de dagorde ingevolge het schriftelijk verzoek van de Heer Alexandre Larmoyer, Gemeenteraadslid, betreffende onderscheidende kenmerken van de gemeenteraadsleden.

Le Conseil, réuni en séance publique,

Attendu que, pendant une législature, le Collège des Bourgmestre et Échevins, accompagné des Conseillers communaux et des Conseillers du CPAS, participe à différentes cérémonies à caractère officiel;

Attendu que la loi communale prévoit les signes distinctifs du Bourgmestre, des Échevins ainsi que du Président du CPAS, mais pas ceux des Conseillers communaux ou des Conseillers du CPAS;

Attendu que la Nouvelle Loi électorale n'interdit pas la création, par le Conseil communal, d'un signe distinctif;

Attendu que d'autres communes ont déjà pris de telles initiatives en définissant un signe distinctif pour les Conseillers communaux ou du CPAS;

Attendu que le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal d'Evere ne définit pas de signe distinctif pour les Conseillers communaux;

Attendu que le port d'un signe distinctif permettra l'identification de tous les édiles de la commune par sa population;

DÉCIDE :

Article 1 :

De définir un signe distinctif pour les Conseillers communaux consistant en une écharpe bicolore aux couleurs de la commune, vert et blanc, les extrémités étant finies par des franges de couleur or.

Article 2:

De proposer au Conseil du CPAS d'adopter la même décision pour la définition des signes distinctifs des Conseillers du CPAS dans le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et du CPAS.

Article 3 :

Le port de l'écharpe est recommandé lors de chaque cérémonie officielle organisée sur le territoire de la commune, ou en dehors de celle-ci uniquement si la commune doit y être représentée officiellement.

Article 4 :

L'écharpe se porte, au choix, en bandoulière ou comme ceinture autour de la taille.

Article 5 :

L'acquisition des écharpes se fera à la charge de chaque Conseiller communal ou du CPAS, comme c'est actuellement le cas pour les Échevins.

Article 6 :

De pérenniser la présente décision pour les législatures futures, jusqu'à une éventuelle modification de la Nouvelle Loi communale concernant la définition de l'uniforme du Conseiller communal.

Le Conseil approuve le projet de motion.

30 votants : 30 votes positifs.

27.08.2025/A/0003 **Modifications des statuts de l'association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises".**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu l'adhésion de la commune à l'association de droit public « Les Cuisines Bruxelloises »;

Vu le projet de statuts de l'association de droit public « Les Cuisines Bruxelloises » et en particulier les articles 6 § 2bis et 13 § 1er modifiés;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les modifications des statuts de l'association de droit public « Les Cuisines Bruxelloises », telles qu'adressées par l'association en date du 6 juin 2025 au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Wijzigingen van de statuten van de publiekrechtelijke vereniging "De Brusselse Keukens".

De Gemeenteraad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de toetreding van de gemeente tot de publiekrechtelijke vereniging "De Brusselse Keukens";

Gelet op het ontwerp van statuten van de publiekrechtelijke vereniging “De Brusselse Keukens”, en in het bijzonder de gewijzigde artikelen 6 § 2bis en 13 § 1;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De wijzigingen van de statuten van de publiekrechtelijke vereniging “De Brusselse Keukens” goed te keuren zoals zij op 6 juni 2025 door de vereniging aan het College van Burgemeester en Schepenen werden overgemaakt.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

27.08.2025/A/0004 **Dotation communale au Centre Public d’Action Sociale d’Evere pour l’exercice 2025.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l’article 112bis §2 de l’ordonnance du 14 mars 2019 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d’Aide Sociale, anciennement articles 88 §1, 88 §2 et 89§2;

Vu la loi du 14 novembre 1983 concernant le contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 12 juillet 2024 du Service Public Régional de Bruxelles concernant l’élaboration des budgets 2025 des communes bruxelloises;

Vu le procès-verbal de la réunion du Comité de Concertation du 27 mai 2025;

Vu la délibération du 28 mai 2025 du Centre Public d’Action Sociale d’Evere approuvant le budget de l’exercice 2025, qui prévoit une dotation de 16.239.184,65€;

Vu la décision du Conseil communal d’Evere du 25 juin 2025 ayant pour objet l’approbation du budget de la commune pour l’exercice 2025;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'inscrire à l'article budgétaire 8310106/435-01 du budget communal 2025 une dotation communale d'un montant de 16.239.184,65€ pour le Centre Public d'Action Sociale.

Article 2 :

De liquider le subside anticipativement à raison de 1/12 par mois.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations devant être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Hicham Talhi, Céline Martens.

Gemeentelijke toelage aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn Van Evere voor het dienstjaar 2025.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op artikel 112ter §2 van de ordonnantie van 14 maart 2019 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, voorheen artikels 88 §1, 88 §2 en 89 §2;

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief dd. 12 juli 2024 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel betreffende het opstellen van de begrotingen voor 2025 van de Brusselse Gemeenten;

Gelet op het proces-verbaal van het Overlegcomité van 27 mei 2025;

Gelet op de beraadslaging van 28 mei 2025 van het Openbaar Centrum van Maatschappelijk Welzijn van Evere, houdende goedkeuring van de begroting voor het dienstjaar 2025, dewelke een gemeentelijke dotatie voorziet van 16.239.184,65€;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van Evere van 25 juni 2025 met als onderwerp de goedkeuring van de begroting van de gemeente voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 16.239.184,65€ op begrotingsartikel 8310106/435-01 van de gemeentelijke begroting 2025 in te schrijven als gemeentelijke toelage voor het dienstjaar 2025 aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere.

Artikel 2 :

De subsidie vervroegd te liquideren van 1/12 per maand.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Hicham Talhi, Céline Martens.

27.08.2025/A/0005 **Dotation communale à la Zone de Police 5344 pour l'exercice 2025.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la loi du 14 novembre 1983 concernant le contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI) et notamment les articles 26, 40, 41, 71,72, 73 et 76;

Vu la circulaire du 12 juillet 2024 du Service Public Régional de Bruxelles concernant l'élaboration des budgets 2025 des communes bruxelloises;

Vu la décision du Conseil communal d'Evere du 25 juin 2025 ayant pour objet l'approbation du budget de la commune pour l'exercice 2025;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'inscrire à l'article budgétaire 3300106/435-01 du budget communal 2025 un montant de 16.651.008,69€ en tant que dotation communale pour l'exercice 2025 à la Zone de Police 5344.

Article 2 :

De liquider le subsidie anticipativement à raison de 1/12 par mois.

Article 3 :

D'inscrire à l'article budgétaire 3300206/435-01 du budget communal 2025 un montant de 116.159,54€ hors dotation communale dans le cadre de la maintenance de caméras de sécurité et de l'enquête de sécurité pour l'exercice 2025 à la Zone de Police 5344.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations devant être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Hicham Talhi, Céline Martens.

Gemeentelijke toelage aan de Politiezone 5344 voor het dienstjaar 2025.

DE RAAD. vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP) en in het bijzonder de artikelen 26, 40, 41, 71, 72, 73 en 76;

Gelet op de omzendbrief van 12 juli 2024 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel betreffende het opstellen van de begrotingen voor 2025 van de Brusselse gemeenten;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van Evere van 25 juni 2025 met als onderwerp de goedkeuring van de begroting van de gemeente voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 16.651.008,69€ op begrotingsartikel 3300106/435-01 van de gemeentelijke begroting 2025 in te schrijven als gemeentelijke toelage voor het dienstjaar 2025 aan de Politiezone 5344.

Artikel 2 :

De subsidie vervroegd te liquideren van 1/12 per maand.

Artikel 3 :

Een bedrag van 116.159,54€ in te schrijven op begrotingsartikel 3300206/435-01 van de gemeentelijke begroting 2025 als bedrag buiten de gemeentelijke toelage in het kader van het onderhoud van de veiligheidscamera's en de veiligheidsenquête voor het dienstjaar 2025 aan de Politiezone 5344.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichhoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Hicham Talhi, Céline Martens.

27.08.2025/A/0006 **Subside communal à l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2025.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la loi du 14 novembre 1983 concernant le contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu sa délibération du 16 juillet 2020, approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu la circulaire du 12 juillet 2024 du Service Public Régional de Bruxelles concernant l'élaboration des budgets 2025 des communes bruxelloises;

Vu la décision du Conseil communal d'Evere du 25 juin 2025 ayant pour objet l'approbation du budget de la commune pour l'exercice 2025;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'inscrire à l'article budgétaire 76406/332-02 du budget communal 2025 un subside communal ordinaire d'un montant de 646.411,93€ à l'a.s.b.l. Triton.

Article 2 :

De liquider le subside anticipativement mensuellement à un ratio de 1/12 durant la période janvier-septembre et anticipativement pour 3/12 en une fois pour la période octobre-décembre.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations devant être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Hicham Talhi, Céline Martens.

Gemeentelijke subsidie aan de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2025.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 16 juli 2020, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de omzendbrief dd. 12 juli 2024 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel betreffende het opstellen van de begrotingen voor 2025 van de Brusselse Gemeenten;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van Evere van 25 juni 2025 met als onderwerp de goedkeuring van de begroting van de gemeente voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 646.411,93€ op begrotingsartikel 76406/332-02 van de gemeentelijke begroting 2025 in te schrijven als gewone gemeentelijke subsidie voor het dienstjaar 2025 aan de v.z.w. Triton.

Artikel 2 :

De subsidie maandelijks vervroegd voor 1/12 uit te betalen voor de periode januari-september en in één maal vervroegd uit te betalen voor de periode oktober-december.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Hicham Talhi, Céline Martens.

27.08.2025/A/0007 **Dotation communale à l'a.s.b.l. Egegoros pour l'exercice 2025.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la loi du 14 novembre 1983 concernant le contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Egegoros;

Vu la circulaire du 12 juillet 2024 du Service Public Régional de Bruxelles concernant l'élaboration des budgets 2025 des communes bruxelloises;

Vu la décision du Conseil communal d'Evere du 25 juin 2025 ayant pour objet l'approbation du budget de la commune pour l'exercice 2025;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'inscrire à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget communal 2025 un subside communal d'un montant de 760.010,00€ à l'a.s.b.l. Egregoros.

Article 2 :

De liquider le subside anticipativement à raison de 1/12 par mois.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Hicham Talhi, Céline Martens.

Gemeentelijke toelage aan de v.z.w. Egregoros voor het dienstjaar 2025.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet de conventie tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Egregoros;

Gelet op de omzendbrief dd. 12 juli 2024 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel betreffende het opstellen van de begrotingen voor 2025 van de Brusselse Gemeenten;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van Evere van 25 juni 2025 met als onderwerp de goedkeuring van de begroting van de gemeente voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 760.010,00€ op begrotingsartikel 30022/332-02 van de gemeentelijke begroting 2025 in te schrijven als gemeentelijke toelage voor het dienstjaar 2025 aan de v.z.w. Egregoros.

Artikel 2 :

De subsidie vervroegd te liquideren van 1/12 per maand.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Hicham Talhi, Céline Martens.

27.08.2025/A/0008

Convention entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement de Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Evere et le C.P.A.S. d'Evere – Avenant n° 3.

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002, modifiant l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la situation financière de la commune;

Vu l'approbation du Conseil en séance du 26 novembre 2015 concernant la convention du 16 décembre 2015 pour le plan financier 2015-2018;

Vu l'approbation du Conseil en séance du 28 janvier 2020 concernant l'avenant n°1 à la convention du 16 décembre 2015 pour le plan financier 2019-2021;

Vu l'approbation du Conseil en séance du 24 février 2022 concernant l'avenant n°2 à la convention du 16 décembre 2015 pour le plan financier 2022-2024;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver et de signer l'avenant n°3 de la convention en annexe entre le Fonds régional bruxellois de refinancement de trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Evere et le C.P.A.S d'Evere.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération et l'avenant au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations à transmettre à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de Gemeente Evere en het O.C.M.W. van Evere – Aanhangsel nr 3.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de ordonnantie dd. 2 mei 2002 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, houdende wijziging de ordonnantie dd. 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Gelet de goedkeuring van de Gemeenteraad in zitting van 26 november 2015 betreffende de overeenkomst van 16 december 2015 voor het financieel plan 2015-2018;

Gelet de goedkeuring van de Gemeenteraad in zitting van 28 januari 2020 betreffende het aanhangsel nr 1 aan de overeenkomst van 16 december 2015 voor het financieel plan 2019-2021;

Gelet de goedkeuring van de Gemeenteraad in zitting van 24 februari 2022 betreffende het aanhangsel nr 2 aan de overeenkomst van 16 december 2015 voor het financieel plan 2022-2024;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het aanhangsel nr 3 aan de overeenkomst als bijlage tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de Gemeente Evere en het O.C.M.W. van Evere goed te keuren en te ondertekenen.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het aanhangsel over te maken aan het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

27.08.2025/A/0009 **Convention 2024 entre la commune d'Evere et le SPF Justice concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1er alinéa, 4°, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 2022;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une allocation financière pour l'exercice d'une mission ou pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1er alinéa, 4°, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales;

Considérant que la collaboration entre la commune et le SPF Justice a commencé en 1997;

Vu la proposition de convention transmise par la Fédération Wallonie-Bruxelles-Maisons de Justice;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention, en annexe, entre la commune d'Evere et le SPF Justice pour la période du 01.01.2024 au 31.12.2024.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst 2024 tussen de gemeente Evere en de FOD Justitie betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 2022;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen;

Overwegende dat de samenwerking tussen de gemeente en de FOD Justitie begonnen is in 1997;

Gelet op het voorstel van overeenkomst overgemaakt door de Federatie Wallonië-Brussel - Justitiehuisen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de FOD Justitie voor de periode van 01.01.2024 tot 31.12.2024 goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 16.06.2020 quant à l'affectation de l'annexe E. Moreau de l'école L'Aubier, à partir de septembre 2020, pour un projet associatif et extrascolaire géré par l'asbl La Cohésion sociale d'Evere;

Vu la délibération du conseil communal du 29.09.2020 relative à la convention d'occupation entre la commune et l'asbl La Cohésion sociale d'Evere à partir du 01.10.2020 jusqu'au 30.09.2025;

Considérant la volonté de reconduire la convention susmentionnée afin de pérenniser les activités menées à l'Espace associatif E. Moreau;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter la convention d'occupation, en annexe, entre la commune et l'asbl La Cohésion sociale d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Bezettingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw La Cohésion sociale d'Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen van 16.06.2020 betreffende de bestemming van het bijgebouw E. Moreau van de school L'Aubier, vanaf september 2020, als een project voor verenigingen en buitenschoolse opvang beheerd door de vzw La Cohésion sociale d'Evere;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 29.09.2020 betreffende de bezettingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw La Cohésion sociale d'Evere vanaf 01.10.2020 tot 30.09.2025;

Overwegende de wens om de vermelde overeenkomst te verlengen teneinde de activiteiten in het "Espace associatif E. Moreau" te bestendigen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De bezettingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente en de vzw La Cohésion sociale d'Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0011 **Ecoles communales francophones - Modification du règlement d'ordre intérieur.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le décret du 15.12.2006 insérant l'article 77 bis du décret "Missions" du 24.07.1997;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le règlement d'ordre intérieur des écoles communales l'Aubier, La Source, Clair-Vivre Alpha & Omega et Marie Popelin, adopté par le conseil communal le 29.06.2023;

Vu l'approbation par la COPALOC du 26.05.2025;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'abroger le règlement d'ordre intérieur actuel (délibération du conseil communal du 29.06.2023) en date du 27.08.2025.

Article 2 :

D'approuver le règlement d'ordre intérieur ci-joint et de le déclarer en vigueur à partir du 28.08.2025.

Article 3 :

De charger la direction de remettre le règlement d'ordre intérieur aux parents lors de chaque inscription ainsi qu'à chaque modification de ce règlement, et de leur faire signer pour accord.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Franstalige gemeentescholen - Wijziging van het huishoudelijk reglement.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het decreet van 15.12.2006 dat het artikel 77 bis van het decreet "Missions" van 24.07.1997 opneemt;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het huishoudelijk reglement van de gemeentescholen l'Aubier, La Source, Clair-Vivre Alpha & Omega en Marie Popelin, goedgekeurd door de gemeenteraad van 29.06.2023, te wijzigen;

Gelet op de goedkeuring door de COPALOC van 26.05.2025;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestaande huishoudelijk reglement (beraadslaging van de gemeenteraad van 29.06.2023), op te heffen op 27.08.2025.

Artikel 2 :

Het bijgevoegd huishoudelijk reglement goed te keuren en vanaf 28.08.2025 van kracht te verklaren.

Artikel 3 :

De directie te gelasten om het huishoudelijk reglement aan de ouders te overhandigen bij elke inschrijving alsook bij iedere wijziging aan dit reglement en het te laten ondertekenen voor akkoord.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichhoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'un Pouvoir organisateur qui offre un enseignement néerlandophone doit, pour toutes ses écoles fondamentales, élaborer un règlement d'école qui organise les relations entre le pouvoir organisateur et les parents;

Vu l'actuel règlement d'ordre intérieur, approuvé par le conseil communal du 16.12.2024;

Vu le décret de l'enseignement fondamental de la Communauté flamande du 25.02.1997 et les modifications ultérieures;

Vu le décret M (M-decreet) du 21.03.2014 relatif aux mesures nécessaires pour les élèves ayant des besoins éducatifs spécifiques, qui modifie les règles d'inscription dans l'enseignement fondamental des élèves qui disposent d'un rapport donnant accès à l'enseignement spécialisé;

Vu la Loi caméras (camerawet) du 31.05.2007 relative à l'utilisation de caméras de surveillance au sein de l'école;

Vu le décret du 04.04.2014 relatif aux diverses mesures concernant le statut juridique des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi que la participation à l'école;

Vu l'arrêté royal du 02.12.2021 et la circulaire fédérale du 20.12.2021 relative à la loi de déconnexion;

Vu les modifications apportées depuis le 01.01.2025 dans le nouveau livre 6 « Responsabilité extracontractuelle » du Code civil, concernant la responsabilité des personnes aidantes ;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 17.06.1997 concernant le changement d'école durant l'année scolaire en cours;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 21.12.1998 concernant l'octroi du certificat de l'enseignement fondamental;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 10.08.2001 concernant les conditions d'admission d'élèves dans l'enseignement fondamental;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 08.02.2002 concernant l'information lors de la première inscription et le règlement scolaire;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 16.08.2002 concernant les absences des élèves dans l'enseignement fondamental;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 13.07.2004 concernant le fonctionnement de la participation locale dans l'enseignement fondamental et secondaire;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 22.06.2007 concernant le contrôle des coûts et la facture maximale moins élevée dans l'enseignement fondamental;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 27.04.2009 concernant la déclaration d'engagement dans l'enseignement fondamental;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 05.06.2012 concernant le droit d'inscription et les procédures d'enregistrement dans l'enseignement fondamental;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant la suspension préventive, l'exclusion temporaire et définitive des élèves des écoles primaires à partir du 01.09.2014;

Vu les ajouts à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant la transmission de dossiers d'élèves en cas de changement d'école;

Vu les modifications à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant le redoublement dans l'enseignement fondamental;

Vu la circulaire ministérielle du 05.05.2023 concernant le décret aide à apprentissage (Leersteun);

Vu les modifications à la circulaire ministérielle du 20.06.2023 relative aux épreuves flamandes (Vlaamse toetsen);

Vu la circulaire ministérielle du 17.05.2024 concernant 'Isolation et fixation';

Vu la circulaire ministérielle du 19.05.2025 concernant ' Interdiction des appareils intelligents (interdiction des smartphones) dans l'enseignement obligatoire';

Considérant que le règlement d'ordre intérieur actuel, adopté par le conseil communal du 16.12.2024, ne convient plus;

Vu le modèle de règlement d'ordre intérieur transmis par le Secrétariat de l'Enseignement des Villes et des Communes de la Communauté flamande;

Considérant la concertation au sein du personnel scolaire et les remarques de la direction;

Considérant la concertation du conseil d'école du 22.06.2025;

Vu l'art. 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

D'abroger le règlement d'ordre intérieur actuel d'école (délibération du conseil communal du 16.12.2024) à la date du 31.08.2025.

Article 2 :

D'approuver le règlement d'ordre intérieur ci-joint et de le déclarer en vigueur avec effet à la date du 01.09.2025. Le projet pédagogique et la note d'accord de l'école font partie intégrante du règlement d'ordre intérieur.

Article 3 :

De charger la direction de l'école Everheide de remettre le règlement d'ordre intérieur aux parents lors de chaque inscription d'élève, qui le signeront pour approbation.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

GBS Everheide - Wijziging van het schoolreglement 2025-2026.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat een schoolbestuur dat Nederlandstalig onderwijs aanbiedt, voor elk van zijn basisscholen, een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Gelet op het huidige schoolreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad van 16.12.2024;

Gelet op het decreet Basisonderwijs van 25.02.1997 en de latere wijzigingen;

Gelet op het M-decreet van 21.03.2014 betreffende de maatregelen voor leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften die de regels wijzigt voor inschrijving in het gewoon basisonderwijs voor leerlingen die beschikken over een verslag voor toegang tot het buitengewoon onderwijs;

Gelet op de camerawet van 31.05.2007, betreffende het gebruik van bewakingscamera's binnen de school;

Gelet op het decreet van 04.04.2014 houdende diverse maatregelen betreffende de rechtspositie van leerlingen in het basis- en secundair onderwijs en betreffende de participatie op school;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 02.12.2021 en de federale begeleidende omzendbrief van 20.12.2021 betreffende het deconnectierecht;

Gelet op de wijzigingen, doorgevoerd sinds 01.01.2025, in het nieuwe boek 6 'Buitencontractuele aansprakelijkheid' van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de aansprakelijkheid van hulppersonen;

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 17.06.1997, betreffende 'Tijdelijk onderwijs aan huis';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21.12.1998, betreffende 'Het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 10.08.2001, betreffende 'Toelatingsvoorwaarden leerlingen in het gewoon basisonderwijs';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 08.02.2002, betreffende 'Informatie bij eerste inschrijving en schoolreglement';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 16.08.2002, betreffende 'Afwezigheden van leerlingen in het basisonderwijs';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 13.07.2004, betreffende 'Lokale participatieregeling in het basis- en secundair onderwijs';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22.06.2007, betreffende 'Kostenbeheersing in het basisonderwijs en de minder scherpe maximumfactuur';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 27.04.2009, betreffende 'De engagementsverklaring in het basisonderwijs';

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 05.06.2012, betreffende het 'Inschrijvingsrecht en aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs';

Gelet op de aanpassingen in de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende 'Preventieve schorsing, tijdelijke en definitieve uitsluiting van leerlingen in het lager onderwijs';

Gelet op de aanpassingen in de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende 'De overdracht van leerlingengegevens in het basisonderwijs';

Gelet op de aanpassingen in de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende 'Zittenblijven in het basisonderwijs';

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 05.05.2023, betreffende het 'Decreet leersteun';

Gelet op de aanpassingen in de ministeriële omzendbrief van 20.06.2023, betreffende de 'Vlaamse toetsen';

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 17.05.2024, betreffende 'Afzondering en fixatie';

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 19.05.2025, betreffende 'Verbod op slimme apparaten (smartphoneverbod) in het leerplichtonderwijs';

Overwegende dat het huidige schoolreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad van 16.12.2024, niet langer voldoet;

Gelet op het model van schoolreglement overgemaakt door het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

Overwegende de besprekingen in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Overwegende het overleg in de schoolraad d.d. 22.06.2025;

Gelet op het art. 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het huidige schoolreglement (beraadslaging van de gemeenteraad van 16.12.2024) op te heffen op 31.08.2025.

Artikel 2 :

Het hierbij gevoegde schoolreglement goed te keuren en van kracht te verklaren vanaf 01.09.2025.

Het pedagogisch project en de afsprakennota van de school maken integraal deel uit van het schoolreglement.

Artikel 3 :

De directie van Everheide te gelasten om het schoolreglement aan de ouders te overhandigen bij elke inschrijving en het te laten ondertekenen voor akkoord.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0013 **Convention de collaboration entre le Centre communautaire néerlandophone Everna et la commune d'Evere - avenant 2025.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le décret du 13.07.2001 du Parlement flamand, relatif à la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale, modifié par les décrets du 05.07.2002, 20.12.2002, 21.03.2003, 24.12.2004, 23.12.2005, 30.06.2006 et 13.07.2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11.02.2002 portant exécution du décret du 13.07.2001 relatif à la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale, modifié par les arrêtés du 28.05.2004, 11.06.2004 et 15.09.2006;

Vu l'arrêté "Bovenlokaal cultuurdecreet" du Gouvernement flamand du 08.03.2024 visant à développer, stimuler et optimiser un fonctionnement culturel supralocal qualitatif, durable, diversifié et intégré et à promouvoir la participation ;

Vu la convention existante entre le Centre communautaire néerlandophone Everna et la commune d'Evere pour 2022-2024, approuvée au Conseil Communal du 24.03.2022;

Considérant la volonté de reconduire la collaboration en 2025;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'avenant 2025 à la convention de collaboration 2022-2024 ci-jointe entre le Centre communautaire néerlandophone Everna et la commune d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen het Gemeenschapscentrum Everna en de gemeente Evere - addendum 2025.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het decreet van 13.07.2001 van het Vlaams Parlement houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid, gewijzigd bij de decreten van 05.07.2002, 20.12.2002, 21.03.2003, 24.12.2004, 23.12.2005, 30.06.2006 en 13.07.2007;

Gelet op het besluit van 11.01.2002 van de Vlaamse Regering ter uitvoering van het decreet houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid van 13.07.2001, gewijzigd bij de besluiten van 28.05.2004, 11.06.2004 en 15.09.2006;

Gelet op het Bovenlokaal cultuurdecreet van 08.03.2024 van het Vlaams Parlement met het doel om een kwalitatieve, duurzame, diverse en geïntegreerde bovenlokale cultuurwerking uit te bouwen, te stimuleren en te optimaliseren, en participatie te bevorderen;

Gelet op de bestaande overeenkomst tussen het Gemeenschapscentrum Everna en de gemeente Evere 2022-2024, goedgekeurd door de Gemeenteraad dd. 24.03.2022;

Overwegende de wens om de samenwerking in 2025 verder te zetten;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het addendum 2025 bij de samenwerkingsovereenkomst 2022-2024 als bijlage tussen het Gemeenschapscentrum Everna en de gemeente Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0014 **Convention de partenariat entre Les Petits Riens, l’ALE et la commune d’Evere dans le cadre du projet Récup&Go.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 19 mai 2020, a approuvé la mise en place du projet "Récup&Go";

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler la convention entre l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere (ALE), Les Petits Riens asbl et la Commune d'Evere pour la mise en œuvre de ce projet;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 octroyant une subvention de 100.000,00€ à la commune pour la mise en œuvre d'actions environnementales dans le cadre de l'Agenda Iris 21;

Vu le projet de convention en annexe;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le renouvellement de la convention, en annexe, entre la commune d'Evere, Les Petits Riens et l’ALE d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 25 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Pascal Freson, Hicham Talhi, Véronique Mbombo Tshidimba, Céline Martens, Christophe Gelin.

Partnerschapsovereenkomst tussen Spullenhulp, het PWA en de gemeente Evere in het kader van het Recup&Go-project.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen tijdens de zitting van 19 mei 2020 de uitrol van het Recup & Go-project heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het noodzakelijk is een overeenkomst tussen het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap (PWA) van Evere, de vzw Spullenhulp en de gemeente Evere te vernieuwen voor de uitvoering van dit project;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 november 2018 dat een subsidie van € 100.000,00 aan de gemeente toekent voor de uitvoering van milieuacties in het kader van de Agenda Iris 21;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst als bijlage;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst tussen de gemeente Evere, de vzw Spullenhulp en het PWA van Evere als bijlage, goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Pascal Freson, Hicham Talhi, Véronique Mbombo Tshidimba, Céline Martens, Christophe Gelin.

SECTEUR ETUDE - GESTION DU BÂTIMENT - SECTOR STUDIE - BEHEER VAN GEBOUWEN

27.08.2025/A/0015 **Contrat de bail - Fixation des conditions de location du logement sis rue Van Hamme 99, attenant à La Fermette.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que la maison sise rue Henri Van Hamme 99 se libère au 31.08.2025 (fin de bail);

Considérant que ce logement est attenant à la salle de fêtes La Fermette, gérée par l'asbl 't Hoevetje - La Fermette;

Considérant que la locataire précédente assurait des tâches liées aux occupations de la salle La Fermette, en contrepartie d'une réduction de loyer;

Considérant qu'il convient, pour ce logement, de proposer un bail assorti de tâches liées aux occupations de la salle La Fermette, en contrepartie d'une réduction de loyer;

Considérant que le loyer réduit actuel s'élève à 530,35€ (561,88€ x 0,943883189 (facteur de correction pour PEB F));

Considérant que le montant du loyer de base pour une maison unifamiliale deux chambres de 75m² habitable est de 904,50€;

Considérant que le loyer à réclamer peut être réduit au montant de 562,00€, hors facteur de correction pour PEB F;

Vu le projet du contrat de bail pour la location du logement sis rue Van Hamme 99 en annexe;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le contrat de bail de location de la maison sise rue Van Hamme 99, en annexe.

Article 2 :

De fixer le montant du loyer de base à 904,50€ / mois, indexable.

Article 3 :

De fixer le montant du loyer réduit à 562,00€ / mois, indexable, sous réserve d'exécution des tâches reprises dans le bail.

Article 4 :

De comptabiliser les recettes sur la F. 703-01.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Huurcontract – Vaststelling van de huurvoorwaarden voor de woning gelegen in de Van Hammestraat 99, grenzend aan Het Hoevetje.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het huis gelegen in de Henri Van Hammestraat 99 op 31.08.2025 (einde van de huurovereenkomst) vrijkomt;

Overwegende dat deze woning grenst aan de feestzaal Het Hoevetje, die wordt beheerd door de vzw 't Hoevetje - La Fermette;

Overwegende dat de vorige huurder taken uitvoerde in verband met het gebruik van de zaal Het Hoevetje, in ruil voor een huurkorting;

Overwegende dat het voor deze woning passend is om een huurovereenkomst voor te stellen die gepaard gaat met taken in verband met het gebruik van de zaal Het Hoevetje, in ruil voor een huurkorting;

Overwegende dat de huidige verlaagde huurprijs 530,35€ bedraagt (561,88€ x 0,943883189 (correctiefactor voor EPC F));

Overwegende dat de basishuurprijs voor een eengezinswoning met twee slaapkamers en een woonoppervlakte van 75 m² 904,50€ bedraagt;

Overwegende dat de te vorderen huur kan worden verlaagd tot een bedrag van 562,00€, exclusief correctiefactor voor EPC F;

Gelet op het ontwerp van het huurcontract voor de huur van de woning gelegen in de Van Hammestraat 99 in bijlage;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 :

Het huurcontract voor het huis gelegen in de Van Hammestraat 99, in bijlage, goed te keuren.

Artikel 2 :

De huurprijs vast te leggen op 904,50€ / maand, indexeerbaar.

Artikel 3 :

De verlaagde huurprijs vast te leggen op 562,00€ / maand, indexeerbaar, onder voorbehoud van de uitvoering van de taken die in de huurovereenkomst zijn opgenomen.

Artikel 4 :

De inkomsten te boeken op de F. 703-01.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0016 **Comptes de la Régie Foncière pour l'exercice 2024.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'A.R. du 08.01.1982 par lequel le service des achats et des ventes des propriétés immobilières de la commune d'Evere est organisé en régie et géré en dehors des services généraux de la commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 06.11.2003 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales et en particulier l'article 9;

Vu les instructions ministérielles du 06.02.2004;

Vu la circulaire relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2024 du MRBC et ses paramètres (index et ABEX);

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 1° de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16.07.1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 5§2 de l'ordonnance du 23.06.2016 modifiant l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que l'article 112 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 262 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les comptes de la régie foncière pour l'exercice 2024 comprenant :

- le bilan et le compte de résultats
- le compte budgétaire
- les projets d'investissements
- l'annexe10
- les balances clients et fournisseurs
- le rapport et les commentaires

Article 2 :

De transmettre cette délibération à l'autorité de la tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Hicham Talhi, Céline Martens.

Rekeningen van het Grondbedrijf voor het jaar 2024.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het K.B. van 08.01.1982 waardoor de dienst voor aankoop en verkoop van de onroerende goederen van de gemeente Evere wordt georganiseerd als gemeentebedrijf en beheerd wordt buiten de algemene diensten van de gemeente om;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.11.2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven en in het bijzonder op artikel 9;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 06.02.2004;

Gelet op de omzendbrief betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen 2024 van het MBHG en zijn parameters (indexering en ABEX);

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1, 1° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16.07.1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op artikel 5§2 van de ordonnantie van 23 .06.2016 tot wijziging van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 262 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De rekeningen van het grondbedrijf goed te keuren voor het boekjaar 2024 omvattende:

- de balans en de resultatenrekening
- de begrotingsrekening
- de investeringsprojecten
- de bijlage 10
- de klanten en leveranciers balans
- het verslag en de commentaren

Artikel 2 :

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Hicham Talhi, Céline Martens.

27.08.2025/A/0017

Protocole cadre de collaboration régissant le marché conjoint de services portant sur les études d'architecture relatives à la construction d'un pavillon destiné à un équipement de pétanque et des services de Bruxelles Environnement dans le parc du Bon Pasteur à Evere. Accord - Levée tranche conditionnelle n° 1.

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil Communal du 31.08.2023 approuvant la convention entre la Commune d'Evere et Bruxelles Environnement dans le cadre du marché conjoint occasionnel portant sur les services pour la mission d'auteur de projet pour la construction d'un pavillon de pétanque et de locaux de gardiens de parc;

Vu l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services autorisant la mise en place d'un marché unique permettant l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services;

Vu le protocole ci-jointe régissant ce marché conjoint occasionnel et définissant les obligations des parties en présence;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le protocole cadre de collaboration en annexe entre l'Administration communale d'Evere et l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement - Bruxelles Environnement et de valider la tranche conditionnelle n° 1.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de valider la mission concernant la rédaction du permis d'urbanisme sous réserve de la décision du Conseil communal.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Kaderprotocol voor samenwerking tot regeling van de gezamenlijke opdracht voor diensten met betrekking tot de architectuurstudies voor de bouw van een paviljoen bestemd voor een petanquevoorziening en diensten van Leefmilieu Brussel in het Goede Herderpark te Evere. Overeenkomst - Lichting van het voorwaardelijk gedeelte nr 1.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 31.08.2023 die de overeenkomst heeft goedgekeurd tussen de Gemeente Evere en Leefmilieu Brussel in het kader van de occasionele gezamenlijke opdracht betreffende de diensten van een ontwerper voor het project voor de bouw van een petanquepaviljoen en een ruimte voor de parkwachters;

Gelet op artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het invoeren van één unieke opdracht en een gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten toelaat;

Gelet op het bijgevoegde protocol die deze occasionele gezamenlijke opdracht bepaalt en de verplichtingen van de betrokken partijen definieert;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het kaderprotocol in bijlage tussen de gemeentelijke administratie van Evere en het Brussels Instituut voor het Milieubeheer - Leefmilieu Brussel goed te keuren en het voorwaardelijk gedeelte nr 1 te valideren.

Artikel 2 :

Om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met het goedkeuren van de opdracht voor het opstellen van de stedenbouwkundige vergunning, onder voorbehoud van de beslissing van de gemeenteraad.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0018 **Règlement du conseil consultatif de la mobilité.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que, en séance du 22 mai 2003, le conseil communal a décidé de créer un "conseil consultatif de la mobilité douce" conformément à l'article 120bis de la nouvelle loi communale et a voté le règlement y afférent;

Considérant qu'il convient de renouveler ce règlement;

Vu l'article 120 bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver le règlement « Conseil consultatif pour la Mobilité » repris ci-dessous:

Règlement du conseil consultatif de la mobilité.

OBJET – COMPÉTENCE

Art. 1 Création

Le Conseil communal crée un “Conseil consultatif de la Mobilité” suivant la NLC, art. 120bis.

Art. 2 Compétence

Celui-ci dispose d'une compétence d'avis dans toutes les matières ayant un impact sur la mobilité, le pouvoir de décision revenant exclusivement au Collège des Bourgmestre et Echevins et au Conseil communal.

MISSIONS

Art. 3 Mission générale

Le Conseil consultatif de la Mobilité a pour mission générale d'émettre des avis et de faire des propositions sur toute question susceptible de favoriser la mobilité.

Art. 4 Missions particulières

Il a pour missions particulières :

- a) d'augmenter l'engagement et la participation de la population;
- b) de promouvoir un aménagement du territoire favorisant les déplacements « doux », les modes de mobilité active et le déploiement de l'offre de transport en commun;
- c) d'émettre un avis sur les incidences de la politique communale en matière de mobilité pour les projets qui lui sont soumis soit par le Conseil communal, soit par le Collège des Bourgmestre et Echevins;
- d) de délibérer, à l'initiative d'un ou plusieurs de ses membres, sur tout projet de mobilité et de proposer aux autorités communales toutes mesures utiles;
- e) d'établir un rapport annuel sur sa propre action;
- f) d'émettre un avis sur les demandes de subsides rentrées tant par des citoyens que par des associations;
- g) de collaborer à la mise en place de campagnes de sensibilisation de la population locale aux enjeux liés à la mobilité;
- h) d'émettre un avis sur l'élaboration et d'évaluer les plans relatifs à la mobilité mis en place sur le territoire de la commune d'Evere.

COMPOSITION:

Art. 5 Nombre de membres

Le Conseil consultatif de la Mobilité comprend six membres au moins et vingt-cinq membres au plus.

Art. 6 Composition

Il se compose:

- a) du membre du Collège en charge de la mobilité;
- b) de cinq conseillers communaux désignés par le Conseil communal;
 - c) à titre d'experts, des fonctionnaires communaux ayant la mobilité dans leurs attributions et désignés par le Collège;
- d) à titre d'experts, une personne représentant de la zone de police Bruxelles-nord;
- e) d'un représentant de toute association éveroise justifiant un intérêt pour les actions en faveur de la mobilité, dont la candidature de participation est approuvée, au préalable, par le Conseil consultatif;
- f) de toute personne physique (à condition qu'elle soit majeure et qu'elle ne soit pas déchue de ses droits civils et politiques), domiciliée à Evere, justifiant un intérêt pour les actions en faveur de la mobilité et dont la candidature de participation est approuvée, au préalable, par le Collège.

Art. 7 Représentation des genres.

Dans l'exercice de ses missions, lorsque la représentation de chaque genre ne peut être assurée conformément à l'article 120.bis de la nouvelle loi communale, le Conseil consultatif peut introduire une requête auprès du conseil communal afin d'obtenir une dérogation.

Cette requête sera faite par écrit, datée et signée par le Président.

Elle indiquera l'objet du débat, les circonstances et les motifs qui la justifient, ainsi que la composition projetée.

Le Conseil communal statue lors de l'une des deux sessions qui suivent la réception de la requête, à défaut de quoi la dérogation est censée être accordée.

Une copie de la délibération est transmise au Président du conseil consultatif.

Art. 8 Experts invités

Le Conseil peut entendre, à titre d'expert invité, toute personne susceptible de l'aider dans ses travaux.

Art. 9 Durée des mandats

Le mandat-renouvelable des membres du conseil expire le 1er janvier de l'année qui suit les élections communales.

Art. 10 Démission

Tout membre est libre de se retirer du Conseil. Sa démission est adressée par écrit au Collège.

Le membre qui ne remplirait plus une des conditions prévues par le présent règlement et celui qui, sans excuse, n'assiste pas à trois séances consécutives du Conseil est considéré comme démissionnaire.

Art. 11 Remplacement

En cas de décès ou de démission d'un membre désigné par le Conseil Communal, il est procédé à son remplacement par celui-ci.

ORGANISATION et FONCTIONNEMENT

Art. 12 Présidence

L'échevin/e ayant la mobilité dans ses attributions est de droit Président/e du Conseil.

Art. 13 Secrétariat

Le secrétaire est issu du service Mobilité de l'administration communale.

Art. 14 Délégation

Un membre représentant une association peut se faire représenter par un autre membre de l'association qui l'a mandaté. Cette délégation se fait au moyen de la procuration annexée à toute convocation du conseil.

Art. 15 Fréquence des réunions

Le Président réunit le Conseil consultatif aussi souvent qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an. Il est tenu de le convoquer si un tiers au moins des membres en exprime la demande.

Art. 16 Convocation

La convocation se fait par écrit. Elle est envoyée, au moins deux semaines calendrier avant la date de la réunion, au domicile de chaque membre ou à l'adresse qu'il aura préalablement communiquée au conseil. Elle contient l'ordre du jour.

Art. 17 Ordre du jour

L'ordre du jour de la réunion du conseil est fixé par le Président. Tout membre peut demander l'inscription d'un point complémentaire. Cette demande doit être adressée au Président par écrit et au plus tard le cinquième jour qui précède la réunion.

Art. 18 Rôle du Président

Le Président du conseil :

- a) reçoit les candidatures de participation au conseil consultatif ainsi que les lettres de démission éventuelles qu'il soumet à la réunion suivante;
- b) établit l'ordre du jour;
- c) convoque le conseil conformément à l'article 16;
- d) ouvre et clôt les séances du conseil consultatif;

e) présente au collège des bourgmestre et échevins les avis et propositions pris et actés dans le procès-verbal.

Art. 19 Procès-verbal

Le secrétaire rédige le procès-verbal de chaque séance. Le procès-verbal est transmis aux membres dans le mois qui suit la réunion à laquelle il a trait. Il est approuvé ou amendé lors de la réunion suivante.

Art. 20 Adresse

L'adresse de correspondance du conseil est la suivante :

Administration Communale d'Evere
Conseil consultatif de la Mobilité
Square S. Hoedemaekers 10
1140 Evere

DISPOSITIONS FINALES

Art. 21 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à la date de son adoption par le Conseil communal.

Art. 22 Situations non prévues

Toute situation de fonctionnement non prévue par le présent règlement est du ressort du Conseil consultatif.

Toute situation autre que de fonctionnement non prévu par le présent règlement est du ressort du Collège. Il en va de même pour toute difficulté d'interprétation.

Art. 23 Règlement précédent

Le présent règlement abroge et remplace au 27 août 2025 la délibération du conseil communal du 22 mai 2003 relative à la création d'un « conseil consultatif de la mobilité douce ».

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Hicham Talhi, Céline Martens.

Reglement van de adviesraad voor mobiliteit.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de gemeenteraad in de zitting van 22 mei 2003 heeft besloten een "adviesraad voor zachte mobiliteit" op te richten overeenkomstig artikel 120bis van de nieuwe gemeentewet en het bijbehorende reglement heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het past dit reglement te vernieuwen;

Gelet op artikel 120 bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het hieronder opgenomen reglement “Adviesraad voor Mobiliteit” goed te keuren:

Reglement van de adviesraad voor mobiliteit.

VOORWERP

BEVOEGDHEID

Art. 1 Oprichting

De gemeenteraad richt een ‘Adviesraad voor Mobiliteit’ op, volgens art. 120 bis van de Nieuwe Gemeentewet (NGW).

Art. 2 Bevoegdheid

Deze raad heeft adviesbevoegdheid over alle materies die een impact hebben op mobiliteit. De beslissingsbevoegdheid ligt uitsluitend bij het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad.

OPDRACHTEN

Art. 3 Algemene opdracht

De Adviesraad voor Mobiliteit heeft als algemene opdracht adviezen uit te brengen en voorstellen te doen over alle zaken die de mobiliteit kunnen bevorderen.

Art. 4 Bijzondere opdrachten

Hij heeft als bijzondere opdrachten:

- a) de betrokkenheid en de participatie van de bevolking te vergroten;
- b) een ruimtelijke ordening te promoten die bevorderlijk is voor ‘zachte’ verplaatsingen, actieve mobiliteitswijzen en de uitbouw van het openbaarvervoersaanbod;
- c) een advies uit te brengen over de weerslag van het gemeentebestuur op het gebied van mobiliteit voor de projecten die de gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen hem voorlegt;
- d) op initiatief van een of meer van zijn leden, te beraadslagen over elk mobiliteitsproject en aan de gemeentelijke overheid alle nodige maatregelen voor te stellen;
- e) een jaarverslag over zijn eigen activiteit op te stellen;
- f) een advies uit te brengen over subsidieaanvragen die zowel burgers als verenigingen hebben ingediend;
- g) mee te werken aan het opzetten van campagnes om de plaatselijke bevolking bewust te maken van de uitdagingen die verband houden met mobiliteit;
- h) een advies uit te brengen over de uitwerking van de plannen met betrekking tot mobiliteit die werden ingevoerd op het grondgebied van de gemeente Evere en die plannen te evalueren.

SAMENSTELLING

Art. 5 Aantal leden

De Adviesraad voor Mobiliteit bestaat uit minimaal zes leden en maximaal vijftientig leden.

Art. 6 Samenstelling

Hij is samengesteld uit:

- a) het lid van het college bevoegd voor mobiliteit;
- b) vijf door de gemeenteraad aangestelde gemeenteraadsleden;
- c) gemeentelijke ambtenaren die bevoegd zijn voor mobiliteit en door het college zijn aangesteld als deskundigen;
- d) iemand die de politiezone Brussel Noord vertegenwoordigt als deskundige;
- e) een vertegenwoordiger van elke Everse vereniging die aantoonst dat ze belangstelling heeft voor acties voor mobiliteit, van wie de kandidaatstelling voor deelname vooraf door de adviesraad werd goedgekeurd;
- f) elke natuurlijke persoon (die meerderjarig is en in het bezit van haar/zijn burger- en politieke rechten) die in Evere woont, die aantoonst dat zij/hij belangstelling heeft voor acties voor mobiliteit en van wie de kandidaatstelling voor deelname vooraf door het college werd goedgekeurd.

Art. 7 Vertegenwoordiging van de geslachten

Bij de uitoefening van zijn opdrachten, wanneer de vertegenwoordiging van elk geslacht niet kan worden gewaarborgd overeenkomstig artikel 120 bis van de Nieuwe Gemeentewet, kan de adviesraad een verzoek tot afwijking indienen bij de gemeenteraad.

Dit verzoek wordt schriftelijk gedaan, gedateerd en ondertekend door de voorzitter.

Het onderwerp van het debat, de omstandigheden en de redenen die het rechtvaardigen, alsook de voorgestelde samenstelling wordt vermeld.

De gemeenteraad neemt een beslissing tijdens een van de twee vergaderingen die op de ontvangst van het verzoek volgen, bij gebreke waarvan de afwijking wordt geacht te zijn toegestaan.

Een kopie van de beraadslaging aan de voorzitter van de adviesraad wordt toegezonden.

Art. 8 Uitgenodigde deskundigen

De raad kan elke persoon die hem bij zijn werkzaamheden zou kunnen bijstaan, horen als uitgenodigde deskundige.

Art. 9 Duur van de mandaten

Het - hernieuwbare - mandaat van de leden van de raad loopt af op 1 januari van het jaar volgend op de gemeenteraadsverkiezingen.

Art. 10 Ontslag

Het staat elk lid vrij om zich uit de raad terug te trekken. Zijn ontslag moet schriftelijk worden ingediend bij het college.

Het lid dat niet langer voldoet aan een van de voorwaarden bepaald door dit reglement, en het lid dat, zonder bericht van verhindering, drie opeenvolgende vergaderingen van de raad niet bijwoont, wordt als ontslagnemend beschouwd.

Art. 11 Vervanging

In geval van overlijden of ontslag van een lid dat door de gemeenteraad is aangesteld, zorgt de gemeenteraad voor de vervanging van dat lid.

ORGANISATIE en WERKING

Art. 12 Voorzitterschap

De schepenen met mobiliteit onder haar/zijn bevoegdheden is van rechtswege voorzitter van de raad.

Art. 13 Secretariaat

De secretaris is afkomstig uit de dienst Mobiliteit van het gemeentebestuur.

Art. 14 Afvaardiging

Een lid dat een vereniging vertegenwoordigt, kan zich laten vertegenwoordigen door een ander lid van de vereniging dat haar/hem een volmacht heeft gegeven. Deze afvaardiging gebeurt door middel van de volmacht die bij elke oproeping van de raad is gevoegd.

Art. 15 Frequentie van de vergaderingen

De voorzitter roept de adviesraad bijeen zo vaak als hij dit nodig acht en minstens twee keer per jaar. Hij is verplicht de adviesraad bijeen te roepen wanneer minstens een derde van de leden dit vraagt.

Art. 16 Oproeping

De oproeping gebeurt schriftelijk. Ze wordt ten minste twee kalenderweken voor de datum van de vergadering naar de woonplaats van elk lid of naar het aan de raad vooraf meegedeelde adres gestuurd. Deze oproeping bevat de agenda.

Art. 17 Agenda

De agenda van de vergadering van de raad wordt vastgelegd door de voorzitter. Elk lid mag vragen om nog een punt op de agenda in te schrijven. Dit verzoek moet schriftelijk en uiterlijk de vijfde dag voor de vergadering aan de voorzitter worden gericht.

Art. 18 Rol van de voorzitter

De voorzitter van de raad:

- a) ontvangt de kandidaatstellingen voor deelname aan de adviesraad en de eventuele ontslagbrieven die hij tijdens de volgende vergadering voorlegt;
- b) stelt de agenda op;
- c) roept de raad bijeen overeenkomstig artikel 16;
- d) opent en sluit de vergaderingen van de adviesraad;
- e) legt de in de notulen opgenomen adviezen en voorstellen voor aan het college van burgemeester en schepenen.

Art. 19 Notulen

De secretaris stelt van elke vergadering de notulen op. De notulen worden verstuurd naar de leden binnen de maand na de vergadering waarop ze betrekking hebben. Ze worden goedgekeurd of geamendeerd tijdens de volgende vergadering.

Art. 20 Adres

Het correspondentieadres van de raad is:

Gemeentebestuur van Evere
Adviesraad voor Mobiliteit
S. Hoedemaekerssquare 10
1140 Evere

SLOTBEPALINGEN

Art. 21 Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de datum van goedkeuring ervan door de gemeenteraad.

Art. 22 Situaties die niet in dit reglement zijn opgenomen.

Elke situatie betreffende de werking die niet in dit reglement is opgenomen, valt onder

de bevoegdheid van de adviesraad.

Elke andere situatie dan een situatie betreffende de werking die niet in dit reglement is opgenomen, valt onder de bevoegdheid van het college. Hetzelfde geldt voor elke interpretatiemoeilijkheid.

Art. 23 Vorig reglement

Het huidige reglement heft de beslissing van de gemeenteraad van 22 mei 2003 betreffende de oprichting van een "adviesraad voor zachte mobiliteit" op en vervangt dit vanaf 27 augustus 2025.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Hicham Talhi, Céline Martens.

SECTEUR MAINTENANCE ET EXÉCUTION TECHNIQUE - SECTOR ONDERHOUD EN TECHNISCHE UITVOERING

27.08.2025/A/0019 **Adhésion à la centrale d'achat pour un marché de service de stabilité d'urgence.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que les organismes soumis à la législation sur les marchés publics sont confrontés à des questions technicoadministratives de plus en plus complexes et que les exigences en matière de connaissances spécifiques aux différentes branches sont de plus en plus nombreuses;

Considérant que la coopération dans le domaine des marchés publics et/ou la fourniture de services facilitaires peut générer des effets d'échelle et des synergies positifs;

Considérant que dans le cadre de la sécurité des infrastructures et des bâtiments, il est nécessaire de mettre en place un service d'analyse et d'évaluation de la stabilité des structures potentiellement fragilisées par des événements tels que des incendies, des effondrements de voirie, ou des démolitions voisines;

Considérant qu'à la demande de la conférence des bourgmestres, la commune d'Etterbeek a organisé une centrale d'achats, conformément à l'article 2, 5° de la loi du 17 juin 2016 relative au marché public, pour une mission de 4 ans relative aux expertises de stabilité après sinistre;

Vu les documents de marché fournis par la commune d'Etterbeek et annexés au présent arrêté;

Considérant que ce service permettra d'assurer une réponse rapide et efficace face à

des situations d'urgence, garantissant ainsi la sécurité des citoyens et la préservation des biens;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer pleinement au marché public et à ses conditions reprises dans le cahier des charges TP/2025/LG/Stab relatif aux expertises en stabilité après sinistre, conclu par la commune d'Etterbeek.

Article 2 :

De communiquer la présente décision ainsi que le formulaire d'adhésion (Annexe C du cahier des charges TP/2025/LG/Stab) à la Commune d'Etterbeek.

Article 3 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution (ultérieure) de cette décision.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aansluiting bij de aankoopcentrale voor een noodstabiliteitsdienst.

DE GEMEENTERAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het feit dat instellingen die onderhevig zijn aan de wetgeving op overheidsopdrachten steeds worden geconfronteerd met complexere technisch-administratieve vraagstukken en dat er meer en meer eisen worden gesteld op vlak van vakspecifieke kennis;

Gelet op het feit dat samenwerking op het vlak van overheidsopdrachten en/of aanbieden van facilitaire diensten positieve schaaffecten en synergieën kan genereren;

Overwegende dat het in het kader van de veiligheid van de infrastructuren en de gebouwen noodzakelijk is een dienst op te richten voor de analyse en de evaluatie van de stabiliteit van de structuren die potentieel verzwakt zijn door gebeurtenissen zoals brand, weginstortingen of naburige sloopwerken;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek op vraag van de burgemeestersconferentie een aankoopcentrale heeft ingericht, overeenkomstig artikel 2, 5° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdracht, voor een opdracht van 4 jaar inzake stabiliteit expertises na een ramp;

Gelet op de opdrachtdocumenten door de gemeente Etterbeek verstrekte en bij dit besluit gevoegde;

Overwegende dat deze dienst het mogelijk zal maken een snelle en doeltreffende reactie te verzekeren op noodsituaties, en aldus de veiligheid van de burgers en de vrijwaring van de goederen zal waarborgen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Ten volle de overheidsopdracht en haar bepalingen en voorwaarden opgenomen in het bestek TP/2025/LG/Stab met betrekking tot de stabiliteitsstudies na rampen, afgesloten door de gemeente Etterbeek te onderschrijven.

Artikel 2 :

Dit besluit en het toetredingsformulier (Bijlage C van het bestek TP/2025/LG/Stab) mee te delen aan de gemeente Etterbeek.

Artikel 3 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de (verdere) uitvoering van deze beslissing.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

RÉNOVATION URBAINE - STADSVERNIEUWING

27.08.2025/A/0020 **Contrat de Quartier Durable Conscience - Lancement de la troisième édition de l'appel à projets socioéconomiques 3.4 – "Salut Voisin !" pour promouvoir des projets portés par et pour les habitants du périmètre.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant l'Ordonnance Organique de la Revitalisation Urbaine du 16 octobre 2016;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Quartier Durables du 24 novembre 2016;

Considérant l'adoption par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 7 décembre 2023 du programme de Contrat de Quartier Durable «Conscience», notifiée à la Commune d'Evere par un courrier du 22 décembre 2023;

Considérant l'appel à projets 3.4 – «Apprenez à connaître vos voisins», aussi dénommé «Salut voisin !», à mener par la Cellule Rénovation urbaine de la Commune d'Evere et figurant au programme du Contrat de Quartier Durable Conscience, adopté par le Conseil communal le 22 février 2024;

Considérant que cette opération est subsidiée par la Région à concurrence de 100%;

Considérant que l'appel à projets 3.4– «Apprenez à connaître vos voisins» est annuel et servira à soutenir des initiatives locales de petite échelle réalisées par et pour les habitants du périmètre du CQD Conscience et à l'intérieur de celui-ci, dont les objectifs sont de :

- renforcer le lien social, la solidarité et/ou la convivialité dans le périmètre du CQD Conscience;
- favoriser les relations intergénérationnelles ou les initiatives interculturelles;
- répondre aux besoins de la jeunesse;
- développer l'activation de l'espace public;

Considérant que l'appel à projets 3.4 – «Apprenez à connaître vos voisins» est annuel et que, de ce fait, il sera reconduit chaque année durant la période d'exécution du CQD qui s'achève en février 2028;

Considérant qu'à cet effet, la Cellule Rénovation urbaine a rédigé un règlement de participation pour l'appel à projets 3.4 – «Apprenez à connaître vos voisins» annuel (en annexe - Règlement Salut Voisin 3e édition) en vue de sélectionner les lauréats en tant que porteurs de projet et en vue de définir les droits et les obligations de chacune des parties pour l'exécution des appels à projets en question;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

DECIDE :

Article 1 :

Le règlement de participation "Salut Voisin 3e édition" quant à l'appel à projets 3.4 – «Apprenez à connaître vos voisins», à mener dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Conscience, est adopté.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doivent être transmises à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Duurzaam Wijkcontract Conscience - Lancering van de derde editie van de oproep voor sociaal-economische projecten 3.4 "Dag Buren!" gericht op het bevorderen van projecten die worden gedragen door en voor de bewoners van de perimeter.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 16 oktober 2016;

Overwegende het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de Duurzame Wijkcontracten van 24 november 2016;

Overwegende de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 7 december 2023 van het programma van het Duurzaam Wijkcontract 'Conscience', ter kennis gebracht van de gemeente Evere door een schrijven van 22 december 2023;

Overwegende de projectoproep 3.4 – 'Leer je burens kennen', ook 'Dag burens!' genoemd die moet worden geleid door de cel Stadsvernieuwing van de gemeente Evere en die opgenomen is in het programma van het Duurzaam Wijkcontract Conscience, aangenomen door de gemeenteraad op 22 februari 2024;

Overwegende dat deze operatie voor 100% gesubsidieerd wordt door het Gewest;

Overwegende dat de projectoproep 3.4– 'Leer je burens kennen' jaarlijks is en dient om kleinschalige lokale initiatieven door en voor de bewoners van de perimeter van het DWC Conscience en binnen deze perimeter te ondersteunen, met als doel:

- het versterken van het sociale weefsel, de solidariteit en/of de gezelligheid binnen de perimeter van het DWC Conscience;
- intergenerationele relaties of interculturele initiatieven aan te moedigen;
- tegemoet te komen aan de behoeften van de jongeren;
- de activering van de openbare ruimte te ontwikkelen;

Overwegende dat de projectoproep 3.4 – 'Leer je burens kennen' jaarlijks is en dat het daardoor elk jaar zal worden verlengd gedurende de uitvoeringsperiode van het DWC, dat eindigt in februari 2028;

Overwegende dat de cel Stadsvernieuwing hiervoor een deelnemingsreglement heeft opgesteld voor de jaarlijkse projectoproep 3.4 – 'Leer je burens kennen' (bijlage - Regeling Dag Buren 3de editie) om de laureaten als projectleiders te selecteren en om de rechten en plichten van elke partij voor de uitvoering van de projectoproepen in kwestie te definiëren;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

BESLIST :

Artikel 1 :

Het deelnemingsreglement "Dag Buren 3de editie" voor de projectoproep 3.4 – ‘Leer je burens kennen’, dat gevoerd moet worden in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Conscience, wordt aangenomen.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid moeten worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

27.08.2025/A/0021 **Décision d’ester en justice – introduction d’un recours en Cassation administrative devant le Conseil d’Etat – Acte attaqué : arrêt du 17 juillet 2025 (n° RvVb-A-2425-1026) du Raad voor Vergunningsbetwistingen rejetant le recours de la Commune d’Evere contre le permis d’environnement délivré pour l’aéroport de Bruxelles-National. Validation de la décision du collège des bourgmestre et échevins.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les articles 123, 8° et 270 de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu notre décision du 30.05.2024 (en annexe) autorisant le collège des bourgmestre et échevins à ester en justice par toutes voies de droit devant le Raad voor Vergunningsbetwistingen, en se joignant au recours introduit par la Commune de Woluwé-Saint-Lambert contre la décision du Gouvernement flamand du 29 mars 2024 de délivrer un Permis d’environnement à Brussels Airport Company (BAC);

Vu l’arrêt du 17 juillet 2025 (n° RvVb-A-2425-1025) du Raad voor Vergunningsbetwistingen qui a, sur requête de Brussels Airlines et des communes de Waterloo, Braine l’Alleud, Rixensart, Wavre, Lasne, La Hulpe et Chaumont-Gistoux, décidé l’annulation du permis d’environnement litigieux, avec un maintien de ses effets jusqu’au 30 juin 2029;

Vu l’arrêt du même jour (n° RvVb-A-2424-1026), du Raad voor Vergunningsbetwistingen, joignant l'ensemble des requêtes présentées par les communes bruxelloises (Auderghem, Woluwe-Saint-Pierre, Ganshoren, Etterbeek, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Schaerbeek, Ixelles, Berchem-Sainte-Agathe, Koekelberg et les communes intervenantes Jette et Evere), qui a déclaré les recours introduits à l’encontre du permis d’environnement sans objet, en raison de la décision d’annulation n° RvVb-A-2424-1025 susvisée (en annexe);

Considérant que l’avocat de 11 communes bruxelloises requérantes (dont Evere) a

souligné le risque qu'un recours en annulation soit introduit devant le Conseil d'État à l'encontre de l'arrêt n° RvVb-A-2424-1025 ayant annulé le permis d'environnement; qu'en cas d'annulation de cet arrêt par le Conseil d'État, le permis d'environnement recouvrerait ses effets, tandis que les recours introduits par les communes, déclarés sans objet, demeureraient définitivement écartés par autorité de chose jugée, l'effet de cet arrêt étant directement conditionné par la validité de l'arrêt n° RvVb-A-2424-1025;

Considérant qu'en application de l'article 170 de la nouvelle loi communale, il revient au conseil communal, sauf hypothèses expressément prévues par cet article, d'autoriser le collège à intenter toutes les actions en justice dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse; que cette décision peut intervenir jusqu'à la clôture des débats;

Considérant qu'en application de l'article 123 8° de la nouvelle loi communale, le collège des bourgmestre est chargé des actions judiciaires de la commune soit en demandant, soit en défendant;

Considérant qu'afin d'informer au plus vite l'avocat de la position de la Commune d'Evere, le collège des bourgmestre et échevins a, par délibération du 12 août 2025, décidé d'introduire un recours en Cassation administrative à visée conservatoire devant le Conseil d'Etat contre l'arrêt du 17 juillet 2025 (n° RvVb-A-2424-1026) déclarant les recours des communes bruxelloises sans objet; qu'il convient d'approuver cette décision;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 août 2025 d'introduire devant le Conseil d'Etat à titre conservatoire un recours en cassation administrative à l'encontre de l'arrêt n° RvVb-A-2024-1026 du 17 juillet 2025 déclarant les recours des communes bruxelloises sans objet.

Article 2 :

D'autoriser et charger le collège de poursuivre cette procédure.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Beslissing om in rechte op te treden – instelling van een administratief cassatieberoep bij de Raad van State - Betwiste handeling : arrest van 17 juli 2025 (nr. RvVb-A-2425-1026) van de Raad voor Vergunningsbetwistingen dat het beroep van de gemeente Evere tegen de omgevingsvergunning die is verleend voor de Luchthaven Brussel-Nationaal verwerpt. Bekrachtiging van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de artikelen 123, 8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op onze beslissing van 30 mei 2024 (in bijlage) die het college van burgemeester en schepenen machtigt om met alle rechtsmiddelen in rechte op te treden bij de Raad voor Vergunningsbetwistingen, door zich aan te sluiten bij het beroep dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft ingesteld tegen de beslissing van de Vlaamse Regering van 29 maart 2024 om een omgevingsvergunning te verlenen aan Brussels Airport Company (BAC);

Gelet op het arrest van 17 juli 2025 (nr. RvVb-A-2425-1025) van de Raad voor Vergunningsbetwistingen die, op verzoek van Brussels Airlines en de gemeenten Waterloo, Eigenbrakel, Rixensart, Waver, Lasne, Terhulpen en Chaumont-Gistoux, heeft beslist de betwiste omgevingsvergunning te vernietigen, met handhaving van de gevolgen ervan tot 30 juni 2029;

Gelet op het arrest van dezelfde dag (nr. RvVb-A-2424-1026), van de Raad voor Vergunningsbetwistingen, dat alle verzoeken ingediend door de Brusselse gemeenten (Oudergem, Sint-Pieters-Woluwe, Ganshoren, Etterbeek, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe, Schaarbeek, Elsene, Sint-Agatha-Berchem, Koekelberg en de tussenkomenende gemeenten Jette en Evere) samenvoegt, dat de tegen de omgevingsvergunning ingediende beroepen zonder voorwerp heeft verklaard, vanwege de bovenbedoelde beslissing tot vernietiging nr. RvVb-A-2424-1025 (in bijlage);

Overwegende dat de advocaat van 11 verzoekende Brusselse gemeenten (waaronder Evere) benadrukt dat het risico bestaat dat bij de Raad van State een beroep tot vernietiging wordt ingediend tegen het arrest nr. RvVb-A-2424-1025 dat de omgevingsvergunning vernietigt; dat in het geval van vernietiging van dit arrest door de Raad van State de omgevingsvergunning weer van kracht zou worden, terwijl de door de gemeenten ingediende beroepen, die zonder gevolg zijn verklaard, definitief afgewezen zouden blijven door het gezag van gewijsde, aangezien het gevolg van dit arrest rechtstreeks is gebonden aan de voorwaarde van geldigheid van het arrest nr. RvVb-A-2424-1025;

Overwegende dat het in toepassing van artikel 170 van de Nieuwe Gemeentewet de taak is van de gemeenteraad, behalve in de gevallen die dit artikel uitdrukkelijk voorziet, om het college te machtigen om alle rechtsvorderingen in te leiden waarin de gemeente als eiser optreedt; dat deze beslissing kan worden genomen tot de debatten gesloten zijn;

Overwegende dat in toepassing van artikel 123, 8° van de Nieuwe Gemeentewet het college van burgemeester en schepenen belast is met de rechtsvorderingen van de gemeente, hetzij als eiser, hetzij als verweerder;

Overwegende dat, teneinde de advocaat zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen van het standpunt van de gemeente Evere, het college van burgemeester en schepenen heeft beslist, bij beraadslaging van 12 augustus 2025, uit voorzorg een administratief cassatieberoep in te stellen bij de Raad van State tegen het arrest van 17 juli 2025 (nr. RvVb-A-2424-1026) dat de beroepen van de Brusselse gemeenten zonder voorwerp heeft verklaard; dat deze beslissing moet worden goedgekeurd;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist :

Artikel 1 :

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 12 augustus 2025 om uit voorzorg een administratief cassatieberoep in te dienen bij de Raad van State tegen het arrest nr. RvVb-A-2024-1026 van 17 juli 2025 dat de beroepen van de Brusselse gemeenten zonder voorwerp verklaart, goed te keuren.

Artikel 2 :

Het college te machtigen tot en te belasten met het voortzetten van deze procedure.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid moet worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0022 **Fixation des conditions du marché de travaux de réaménagement du nouveau cimetière (045-2025).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le marché de travaux fera l'objet d'une procédure négociée avec publication préalable au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel des Communautés Européennes;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00€);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§2 de l'ordonnance du 14 mai 1988 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1988 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Considérant la faillite de BMS Entreprises srl et la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de résilier unilatéralement le marché avec cette entreprise en date du 15 octobre 2024, la construction du bâtiment d'accueil est suspendue;

Considérant que, en conséquence de cette suspension, le personnel du service cimetière doit continuer à opérer dans des containers, dont la commune doit supporter le coût de location;

Considérant que le bâtiment présente déjà des dégradations dues aux intempéries (neige et pluies), lesquelles risquent de s'aggraver avec le temps, il est nécessaire d'accélérer la fin des travaux afin de limiter les coûts et de prévenir une détérioration supplémentaire du bâtiment;

Vu le cahier des charges qui définit les clauses administratives et techniques du présent marché, le montant estimatif et le métré récapitulatif des travaux projetés;

Montant estimatif et comptabilisation :

800.000,00€ (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 87802/721-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve de l'approbation du budget 2025.

DÉCIDE :

Article 1 :

De lancer un marché public de travaux en vue du réaménagement du nouveau cimetière.

Article 2 :

D'adopter le cahier spécial des charges n°045-2025 et le montant estimatif de 800.000,00€ (TVA de 21% comprise).

Article 3 :

De retenir la procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché.

Article 4 :

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

Article 5 :

De comptabiliser une dépense de 800.000,00€ (TVA de 21% comprise) à l'article budgétaire 87802/721-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2025.

Article 6 :

De financer ces travaux via un emprunt.

Article 7 :

De transmettre cette délibération via BoS Xchange à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden voor de opdracht van werken voor de herinrichtingswerken van de nieuwe begraafplaats (045-2025).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen en het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten; met name artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag exclusief btw overschrijdt de drempel van 750.000,00€ niet);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende dat door het faillissement van BMS Entreprises srl en het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen om de overeenkomst met dit bedrijf op 15 oktober 2024 eenzijdig te beëindigen, de bouw van het onthaalgebouw wordt opgeschort;

Overwegende het feit dat het personeel van de begraafplaatsdienst als gevolg van deze opschorting moet blijven werken in containers, waarvan de gemeente de huurkosten moet dragen;

Overwegende dat het gebouw al schade vertoont als gevolg van weersinvloeden (sneeuw en regen), die in de loop van de tijd nog erger kunnen worden, noodzakelijk het is om de voltooiing van de werkzaamheden te versnellen om de kosten te beperken en verdere achteruitgang van het gebouw te voorkomen;

Gelet het bestek waarin de administratieve en technische bepalingen van deze opdracht zijn vastgelegd, het geraamde bedrag en de samenvattende opmeting van de geplande werkzaamheden;

Geschat bedrag en boekhouding:

800.000,00€ (inclusief 21% btw) op het begrotingsartikel 87802/721-60 van de buitengewone begroting – Boekjaar 2025, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025.

BESLUIT:

Artikel 1:

Een opdracht van werken op te starten voor de herinrichting van de nieuwe

begraafplaats.

Artikel 2:

Het bestek nr. 045-2025 en het ramend bedrag van 800.000,00€ (incl. 21% btw) aan te nemen.

Artikel 3:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

Artikel 4:

Deze opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren.

Artikel 5:

Een uitgave van 800.000,00€ (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 87802/721-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2025 te boeken.

Artikel 6:

Deze werken door een lening te financieren.

Artikel 7:

Deze beraadslaging via BoS Xchange met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0023

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de la construction modulaire d'un nouveau bloc sanitaire pour le club de hockey au complexe sportif. (070-2025)

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que le bloc sanitaire actuel du site sportif White Star se révèle à la fois vétuste, sous dimensionné et inadapté à l'usage intensif ;

Considérant que ce site sportif est partagé par plusieurs disciplines sportives et fréquenté quotidiennement par de nombreux clubs, ce qui génère une pression

importante sur des infrastructures devenues obsolètes et que de ce fait, les besoins spécifiques en matière de capacité, de fonctionnalité ainsi qu'en termes d'accueil des visiteurs ne sont plus satisfaits ;

Considérant qu'un subside a été octroyé à la commune d'Evere à hauteur d'un montant de 1.190.000,00 € par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement sportif 2021-2023 bis pour la transformation du terrain de hockey n°2 "semi-mouillé" en terrain de hockey "mouillé" et la construction d'un nouveau bloc sanitaire ;

Considérant que le délai de ce subside est prolongé pour une durée d'un an ;

Considérant que le taux d'intervention de base est fixé à 70 % maximum du montant subsidiable ;

Considérant qu'un montant de 665.980,28 € a été accordé pour le marché "transformation du terrain de hockey n°2 "semi-mouillé" en terrain de hockey "mouillé" (attribué à la date du 15/04/2025) et que la somme disponible restante est de 524.019,72 € ;

Vu le cahier des charges et l'estimation totale de ce marché pour un montant de 854.000,00 € (TVA de 21 % comprise) ;

Considérant qu'un crédit suffisant est prévu à l'article 76402/721-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2025 ;

Considérant que le marché fera l'objet d'une procédure négociée directe avec publication préalable au Bulletin des Adjudications ;

DÉCIDE :

Article 1 :

De lancer un marché public de travaux en vue de la construction modulaire d'un nouveau bloc sanitaire pour le club de hockey au complexe sportif.

Article 2 :

D'approuver le Cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif du marché de travaux en vue de la construction modulaire d'un nouveau bloc sanitaire pour le club de hockey au complexe sportif.

Article 3 :

De retenir la procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché.

Article 4 :

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

Article 5 :

De comptabiliser une dépense de 854.000,00 € (TVA de 21 % comprise) à l'article budgétaire 76402/721-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2025.

Article 6 :

De financer ces travaux via un subside à hauteur de 524.019,72 € par un subside (76402/665-52) et 329.980,28 € par emprunt.

Article 7 :

De transmettre cette délibération via BoS Xchange à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden voor de modulaire bouw van een nieuw sanitair gebouw voor de hockeyclub in het sportcomplex. (070-2025)

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende dat het sanitair blok op de sportsite van White Star momenteel verouderd, ondergedimensioneerd is en niet aangepast aan het intensieve gebruik dat ervan wordt gemaakt;

Overwegende dat deze sportsite door verschillende sportdisciplines wordt gedeeld en dagelijks door talrijke clubs wordt bezocht, wat een grote druk legt op de verouderde infrastructuur, waardoor niet meer kan worden voldaan aan de specifieke behoeften op het vlak van capaciteit, functionaliteit en onthaal van bezoekers;

Overwegende dat de gemeente Evere een subsidie van 1.190.000,00 € heeft ontvangen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van het driejarige sportinvesteringsprogramma 2021-2023 bis voor het ombouwen van het "halfnat" hockeyveld nr. 2 tot een "nat" hockeyveld en de bouw van een nieuw sanitair blok;

Overwegende dat de termijn voor deze subsidie voor een duur van één jaar wordt verlengd;

Overwegende dat het basisinterventiepercentage is vastgesteld op maximaal 70 % van het subsidieerbare bedrag;

Overwegende dat een bedrag van € 665.980,28 werd toegekend voor de opdracht "het ombouwen van het 'halfnat' hockeyveld nr. 2 tot een 'nat' hockeyveld" (gegund op 15/04/2025) en dat het resterende beschikbare bedrag 524.019,72€ bedraagt;

Gelet op het bestek en het geraamde bedrag van deze opdracht ter hoogte van 854.000,00€ (incl. 21% btw);

Overwegende dat een voldoende krediet voorzien is op het begrotingsartikel 76402/721-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2025;

Overwegende dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een opdracht van werken op te starten voor de modulaire bouw van een nieuw sanitair gebouw voor de hockeyclub in het sportcomplex.

Artikel 2:

Het goedkeuren van het speciale bestek, de samenvattende meetstaten en het ramende bedrag van de opdracht van werken voor de modulaire bouw van een nieuw sanitair gebouw voor de hockeyclub in het sportcomplex.

Artikel 3:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

Artikel 4:

Deze opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren.

Artikel 5:

Een uitgave van 854.000,00€ (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 76402/721-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2025 te boeken.

Artikel 6:

Deze werken door een subsidie te financieren voor een bedrag van 524.019,72€ met een subsidie (76402/665-52) en 329.980,28€ door middel van een lening.

Artikel 7:

Deze beraadslaging via BoS Xchange met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0024 **Fixation des conditions d'un marché de travaux pour la construction d'un espace multidisciplinaire au Square de l'Accueil dans le cadre du contrat de quartier durable "Conscience". (071-2025)**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'Ordonnance Organique de la Revitalisation Urbaine du 16 octobre 2016;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Quartier Durable du 24 novembre 2016;

Considérant l'adoption par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 7 décembre 2023 du programme de Contrat de Quartier Durable « Conscience », notifiée à la Commune d'Evere par un courrier du 22 décembre 2023;

Vu le projet 1.1. « Espace multidisciplinaire » du programme du Contrat de Quartier Durable «Conscience»;

Considérant la décision du Collège, en date du 11 juin 2024, d'attribuer le marché de services pour la mission d'auteur de projet en vue de la construction d'un espace multidisciplinaire au Square de l'Accueil, au groupement des bureaux d'architecture AgwA & Vers-A;

Considérant la décision du Collège d'approuver l'avant-projet en séance du 19

novembre 2024;

Proposition de lancer un marché public de travaux pour la construction d'un espace multidisciplinaire au Square de l'accueil dans le cadre du contrat de quartier durable "Conscience";

Vu l'estimation de ce marché pour un montant total de 7.477.708,00€, à savoir :
Tranche ferme (2025) : 5.941.292,00€ (TVA de 21 % Comprise ainsi que révisions de prix et travaux imprévus compris (15 %)) / tranche conditionnelle (2027) : 1.536.400,00€ (TVA de 21 % Comprise);

Considérant qu'un subside d'un montant de 4.607.365,00€ nous a été accordé dans le cadre du contrat de quartier durable "Conscience" (CQD Conscience) et que ce montant a été mis en fonds de réserve;

Considérant que ce projet sera également subsidié à hauteur d'un montant de 1.333.927,00 € par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du plan triennal d'investissement sportif (PTIS) 2021-2023 bis;

Vu le cahier des charges qui définit les clauses administratives et techniques du présent marché, le montant estimatif et le métré récapitulatif des travaux projetés;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les montant estimatifs du marché de travaux pour la construction d'un espace multidisciplinaire au Square de l'accueil dans le cadre du contrat de quartier durable "Conscience" (071-2025).

Article 2 :

De retenir la procédure ouverte comme procédure de passation du marché.

Article 3 :

De publier le marché au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au Journal Officiel des Communautés Européennes.

Article 4 :

De prévoir les montants suivants pour l'année 2025 (Tranche ferme) :

5.274.968,45€ (TVA de 21% Comprise ainsi que révisions de prix et travaux imprévus compris (15%)) sur l'article budgétaire 93069/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2025.

610.069,55€ (TVA de 21% Comprise ainsi que révisions de prix et travaux imprévus compris (15%)) sur l'article budgétaire 93069/723-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2025.

56.254,00€ (TVA de 21% Comprise ainsi que révisions de prix et travaux imprévus compris (15%)) sur l'article budgétaire 93069/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2025.

Total : 5.941.292,00€ (TVA de 21% Comprise ainsi que révisions de prix et travaux imprévus compris (15%))

Article 5 :

De financer ces travaux (tranche ferme) par subside régional (PTIS) à hauteur de

1.333.927,00€ (93069/665-52) et par un prélèvement sur le fonds de réserve du Contrat de quartier (93006/995-52) à hauteur de 4.607.365,00€.

Article 6 :

De prévoir les montants suivants pour l'année 2027 (tranche conditionnelle) :

1.208.422,00€ (TVA de 21% Comprise) sur l'article budgétaire 93063/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2027, sous réserve de l'approbation du budget 2027.

327.978,00€ (TVA de 21% Comprise) sur l'article budgétaire 93069/723-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2027, sous réserve de l'approbation du budget 2027.

Total : 1.536.400,00€ (TVA de 21% Comprise)

Cette tranche conditionnelle sera financée par emprunt.

Article 7 :

De transmettre cette délibération via BoS Xchange à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden voor de bouw van een multidisciplinaire ruimte op de Onthaalsquare als onderdeel van het duurzaam wijkcontract "Conscience". (071-2025)

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 36;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stadsvernieuwing;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende Duurzame Wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 7 december

2023 van het programma Duurzaam Wijkcontract "Conscience", dat bij brief van 22 december 2023 aan de gemeente Evere is medegedeeld;

Gelet op Project 1.1. "Multidisciplinaire Ruimte" van het programma Duurzaam Wijkcontract "Conscience";

Gelet op het besluit van het College van 11 juni 2024 om de opdracht tot dienstverlening voor de projectontwikkelingsopdracht voor de bouw van een multidisciplinaire ruimte op de Onthaalsquare te gunnen aan het architectenbureau AgwA & Vers-A;

Gelet op het besluit van het College om het voorontwerp in zijn vergadering van 19 november 2024 goed te keuren;

Voorstel om een overheidsopdracht voor werken te starten voor de bouw van een multidisciplinaire ruimte en de inrichting van de omgeving aan de 'Onthaalsquare' in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Conscience".

Gezien de raming van deze opdracht voor een totaalbedrag van 7.477.708,00€ hetzij: het vaste gedeelte: 5.941.292,00€ (incl. 21% btw, prijsherzieningen en onvoorziene werkzaamheden (15%))/ het voorwaardelijke gedeelte: 1.536.400,00€ (incl. 21% btw).

Overwegende dat we een subsidie van 4.607.365,00€ in het kader van het Conscience Duurzaam Wijkcontract (DWC Conscience) hebben ontvangen en dat dit bedrag in het reservefonds is geplaatst;

Overwegende dat dit project zal ook worden gesubsidieerd voor een bedrag van 1.333.927,00€ door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van het driejarige sportinvesteringsprogramma (DIPS) 2021-2023 bis;

Gelet het bestek waarin de administratieve en technische bepalingen van deze opdracht zijn vastgelegd, het geraamde bedrag en de samenvattende opmeting van de geplande werkzaamheden;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestek, de inventaris en het ramende bedrag van de opdracht van werken voor de bouw van een multidisciplinaire ruimte op de Onthaalsquare als onderdeel van het duurzaam wijkcontract "Conscience" goed te keuren.(071-2025).

Artikel 2 :

De openbare procedure als plaatsingsprocedure te weerhouden.

Artikel 3 :

De opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen en in de Officiële krant van de Europese Unie.

Artikel 4 :

De volgende bedragen voor het jaar 2025 te boeken (het vaste gedeelte):

5.274.968,45€ (incl. 21% btw, prijsherzieningen en onvoorziene werkzaamheden (15%)) op het begrotingsartikel 93069/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2025.

610.069,55€ (incl. 21% btw, prijsherzelingen en onvoorziene werkzaamheden (15%)) op het begrotingsartikel 93069/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2025

56.254,00€ (incl. 21% btw, prijsherzelingen en onvoorziene werkzaamheden (15%)) op het begrotingsartikel 93069/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2025.

Totaal: 5.941.292,00€ (incl. 21% btw, prijsherzelingen en onvoorziene werkzaamheden (15%))

Artikel 5 :

Deze werken (het vaste gedeelte) te financieren via subsidie van de Brusselse regering (DIPS) voor een bedrag van 1.333.927,00€ (93069/665-52) en met een overboeking uit het reservefonds Wijkcontract (93006/995-52) voor een bedrag van 4.607.365,00 €.

Artikel 6 :

De volgende bedragen voor het jaar 2027 te voorzien (het voorwaardelijke gedeelte):

1.208.422,00€ (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 93069/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2027, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2027.

327.978,00€ (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 93069/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2027, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2027.

Totaal: 1.536.400,00€ (incl. 21% btw)

Deze voorwaardelijke gedeelte zal door middel van een lening worden gefinancierd.

Artikel 7 :

Deze beraadslaging via BoS Xchange met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27.08.2025/A/0025 **Marchés Publics - Application de l'article 234 paragraphe 3 NLC – Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'entre le 01.06.2025 et le 31.07.2025, les conditions et le mode d'attribution des marchés publics ont été fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu les articles 117 et 234 paragraphe 3 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Le président informe le Conseil Communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions d'un marché en vue de l'achat de fournitures scolaires pour l'année 2025. (051-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

170.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur le code économique -04/124-02 du budget ordinaire – Exercices 2025.

Point N° 0076 – collège du 03.06.2025

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'un aspirateur de voirie/urbain pour le service Propreté. (047-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

35.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 87528/743-53 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Financement: Emprunt

Point N° 0062 – collège du 10.06.2025

Fixation des conditions d'un marché de services en vue de la location de caméras de rue pour une période de 4 ans (2025-2028). (024-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

27.709,00 € (TVA de 21 comprise) par an, soit 110.836,00 € (TVA de 21% comprise) pour une période de 4 ans sur l'article budgétaire 87628/124-06 du budget ordinaire – Exercices 2025, 2026, 2027 et 2028, sous réserve de l'approbation des budgets 2025, 2026, 2027 et 2028.

Point N° 0074 – collège du 24.06.2025

Fixation des conditions d'un marché de fournitures pour l'achat des livres, manuels scolaires, ressources numériques, outils pédagogiques pour les écoles communales francophones pour les années 2025 et 2026.(048-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

L'Aubier :

5.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) par an, soit 10.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) pour 2 années sur l'article budgétaire 7043304/123-19 des budgets ordinaires – Exercices 2025 et 2026, sous réserve d'approbation des budgets ordinaires 2025 et 2026.

La Source :

5.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) par an, soit 10.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) pour 2 années sur l'article budgétaire 7043404/123-19 des budgets ordinaires – Exercices 2025 et 2026, sous réserve d'approbation des budgets ordinaires 2025 et 2026.

Marie Popelin :

5.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) par an, soit 10.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) pour 2 années sur l'article budgétaire 7046104/123-19 des budgets ordinaires – Exercice 2025 et 2026, sous réserve d'approbation des budgets ordinaires 2025 et 2026.

Clair-Vivre Alpha :

5.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) par an, soit 10.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) pour 2 années sur l'article budgétaire 7046204/123-19 des budgets ordinaires – Exercices 2025 et 2026, sous réserve d'approbation des budgets ordinaires 2025 et 2026.

Clair-Vivre Omega :

5.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) par an, soit 10.000,00 € (TVA de 6 %

et de 21 % comprise) pour 2 années sur l'article budgétaire 7046304/123-19 des budgets ordinaires – Exercices 2025 et 2026, sous réserve d'approbation des budgets ordinaires 2025 et 2026.

Total pour toutes les écoles :

25.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) par an, soit 50.000,00 € (TVA de 6 % et de 21 % comprise) sur une période de 2 années (2025 et 2026)

Point N°0086 – collège du 01.07.2025

Fixation des conditions d'un marché de fourniture en vue de l'achat d'un conteneur pour camion. (067-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

23.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 87528/744-51 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve d'approbation du budget 2025.

Financement : Par emprunt

Point N° 0094 – collège du 15.07.2025

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de l'exécution de marquages routiers au sol (pour le restant de l'année 2025 au 31 décembre 2028). (023-2025)

Montant estimatif et comptabilisation : 105.000,00 € (TVA de 21% comprise) répartie comme suit :

15.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 42353/124-06 du budget ordinaire – Exercice 2025, sous réserve d'approbation du budget 2025.

30.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 42353/124-06 du budget ordinaire – Exercices 2026, 2027 et 2028 sous réserve d'approbation des budgets respectifs.

Point N° 0095 – collège du 15.07.2025

Fixation des conditions du marché de travaux en vue de la réparation de la toiture du pavillon préfabriqué à l'école "Germinal". (038-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

10.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 72102/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve d'approbation du budget 2025.

Financement : Par emprunt

Point N° 0096 – collège du 15.07.2025

Fixation des conditions du marché de travaux en vue de la réparation de deux agora spaces "Picardie" et "Dunant". (040-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

25.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 76402/725-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve d'approbation du budget 2025.

Financement : Par emprunt

Point N° 0097 – collège du 15.07.2025

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de la mise en conformité des installations électriques Phase VI. (055-2025)

Montant estimatif et comptabilisation : 160.000,00 € (TVA de 6% et 21% comprise) réparti comme suit :

Lot 1 « Ecole Aubier »

32.542,00 € (TVA de 6% comprise) sur l'article budgétaire 72252/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 2 « Dépôt Bordet »

26.620,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 87552/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 3 « Espace Toots/Académie de musique »

30.616,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 4 « Maison quartier Picardie »

4.840,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 30052/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 5 « Salle omnisport Aubier »

5.082,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 76452/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 6 « Chalet Rose »

5.082,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 76252/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 7 « la Fermette »

11.858,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 76252/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Lot 8 « Geuzenberg »

41.866,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025.

Total : 158.503,00 € (TVAC) arrondi à 160.000,00 € (TVAC)

Financement : Par emprunt

Point N°0098 – collègue du 15.07.2025

Fixation des conditions d'un marché de travaux pour la fourniture et la pose d'un abri à vélos à l'entrée de la crèche "Ronde Fleurie". (073-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

9.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 84402/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve d'approbation du budget 2025.

Financement : Par emprunt

Point N° 0099 – collègue du 15.07.2025

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de la réparation de la corniche et de 2 verrières au 112A Rue de Paris à Evere. (042-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

30.000,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 30002/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve de l'approbation du budget 2025.

Financement : Par emprunt

Point N° 0088 – collègue du 22.07.2025

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue du remplacement du châssis de fenêtre de la toiture terrasse à la crèche 'Atis & Watis'. (044-2025)

Montant estimatif et comptabilisation :

8.500,00 € (TVA de 21% comprise) sur l'article budgétaire 84402/724-60 du budget extraordinaire – Exercice 2025, sous réserve de l'approbation du budget 2025.

Financement : Par emprunt

Point N°0089 – collègue du 22.07.2025.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Toepassing van artikel 234 paragraaf 3 NGW - Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat tussen 01.06.2025 en 31.07.2025 de voorwaarden en de

toekenningswijze van de overheidsopdrachten door het College van Burgemeester en Schepenen zijn vastgesteld;

Gelet op de artikelen 117 en 234 paragraaf 3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

De voorzitter stelt de gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van schoolbenodigdheden. (051-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 170.000,00 (incl. 21% btw) op de economische code -04/124-02 van de gewone begroting - Dienstjaar 2025.

Punt nr 0076 – college dd. 03.06.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van een weg-/stadszuiger. (047-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 35.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 87528/743-53 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0062 – college dd. 10.06.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van diensten voor de huur van straatcamera's voor een periode van 4 jaar (2025-2028). (024-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 27.709,00 (incl. 21% btw) per jaar hetzij € 110.836,00 (incl. 21% btw) voor een periode van 4 jaar op het begrotingsartikel 87628/124-06 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025, 2026, 2027 en 2028, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025, 2026, 2027 en 2028.

Punt nr 0074 – college dd. 24.06.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van school- en handboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische hulpmiddelen voor de franstalige gemeentelijke scholen voor de jaren 2025 en 2026. (048-2025)

Ramend bedrag en boeking:

L'Aubier :

€ 5.000,00 (incl. 6% en 21% btw) per jaar hetzij € 10.000,00 (incl. 6% en 21% btw) voor twee jaar op het begrotingsartikel 7043304/123-19 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025 en 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 en 2026.

La Source :

€ 5.000, (incl. 6% en 21% btw) per jaar hetzij € 10.000,00 (incl. 6% en 21% btw) voor twee jaar op het begrotingsartikel 7043404/123-19 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025 en 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 en 2026.

Marie Popelin :

€ 5.000,00 (incl. 6% en 21% btw) per jaar hetzij € 10.000,00 (incl. 6% en 21% btw)

voor twee jaar op het begrotingsartikel 7046104/123-19 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025 en 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 en 2026.

Clair-Vivre Alpha :

€ 5.000,00 (incl. 6% en 21% btw) per jaar hetzij € 10.000,00 (incl. 6% en 21% btw) voor twee jaar op het begrotingsartikel 7046204/123-19 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025 en 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 en 2026.

Clair-Vivre Omega :

€ 5.000,00 (incl. 6% en 21% btw) per jaar hetzij € 10.000,00 (incl. 6% en 21% btw) voor twee jaar op het begrotingsartikel 7046304/123-19 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025 en 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 en 2026.

Totaal voor alle scholen :

€ 25.000,00 (incl. 6% en 21% btw) per jaar hetzij € 50.000,00 (incl. 6% en 21% btw) voor een periode van 2 jaar (2025 et 2026)

Punt nr 0086 – college dd 01.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van een container voor vrachtwagen. (067-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 23.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 87528/744-51 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de begroting 2025.

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0094 – college dd. 15.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de werkzaamheden voor wegmarkeringen (voor de rest van het jaar 2025 tot en met 31 december 2028). (023-2025)

Ramend bedrag en boeking: € 105.000,00 (incl. 21% btw) als volgt:

€ 15.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 42353/124-06 van de gewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025.

€ 30.000 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 42353/124-06 van de gewone begroting – Dienstjaar 2026, 2027 en 2028 onder voorbehoud van de respectieve begroting.

Punt nr 0095 – college dd. 15.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de reparatie van het dak van het prefabgebouw bij de school Germinal. (038-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 10.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 72102/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de begroting 2025.

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0096 – college dd. 15.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor het herstel van twee agoraspace “Picardie” en “Dunant”. (040-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 25.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 76402/725-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de begroting 2025.

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0097 – college dd. 15.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht werken om elektrische installaties in conformiteit te stellen fase VI. (055-2025)

Ramend bedrag en boeking: € 160.000,00 (incl. 6% en 21% btw) als volgt:

Perceel 1 « School Aubier »

€ 32.542,00 (incl. 6% btw) op het begrotingsartikel 72252/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 2 « Depot Bordet »

€ 26.620,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 87552/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 3 « Aula Toots/Muziek academie»

€ 30.616,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 4 « Buurthuis Picardie»

€ 4.840,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 30052/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 5 « Aubier sportzaal»

€ 5.082,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 76452/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 6 « Chalet Rose »

€ 5.082,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 76252/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 7 « Het hoevetje»

€ 11.858,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 76252/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Perceel 8 « Geuzenberg »

€ 41.866,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025.

Totaal: € 158.503,00 (incl. btw) afgerond aan € 160.000,00 (incl. btw)

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0098 – college dd. 15.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de levering en plaatsing van een fietsenstalling aan de ingang van het kinderdagverblijf "Ronde Fleurie". (073-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 9.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 84402/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de begroting 2025.

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0099 – college dd. 15.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de herstellingen aan de kroonlijst en 2 ramen aan de Parijsstraat 112A in Evere. (042-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 30.000,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 30002/724-60 van de buitengewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de begroting 2025.

Financiering: Door te lenen

Punt nr 0088 – college dd. 22.07.2025

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de vervanging van het raamkozijn op het dakterras van het kinderdagverblijf "Atis & Watis". (044-2025)

Ramend bedrag en boeking:

€ 8.500,00 (incl. 21% btw) op het begrotingsartikel 84402/724-60 van de

buitengewone begroting – Dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de begroting 2025.
Financiering: Door te lenen
Punt nr 0089 – college dd. 22.07.2025.

De Raad neemt kennis.

SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL

27.08.2025/A/0026 **Annulation du point n° 21 du Conseil communal du 25.06.2025 tenant adoption du règlement de travail - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR) - Personnel enseignant de l'Académie de Musique, de Danse et des Arts de la Parole à charge du Pouvoir organisateur.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 25.06.2025 tenant adoption du règlement de travail - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR) - Personnel enseignant de l'Académie de Musique, de Danse et des Arts de la Parole à charge du Pouvoir organisateur.

Considérant que ledit règlement de travail a fait l'objet d'une demande de report par le comité particulier de négociation et de concertation;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1:

D'annuler le point n° 21 du Conseil communal du 25.06.2025 tenant adoption du règlement de travail - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR) - Personnel enseignant de l'Académie de Musique, de Danse et des Arts de la Parole à charge du Pouvoir organisateur.

Article 2:

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Annulering van punt nr 21 van de Gemeenteraad van 25.06.2025, houdende de goedkeuring van het arbeidsreglement - Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan - Onderwijzend personeel van de Academie voor Muziek, Dans en Woordkunst ten laste van de inrichtende macht.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op zijn beraadslaging van 25.06.2025 houdende de goedkeuring van het arbeidsreglement - Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan - Onderwijzend personeel van de Academie voor Muziek, Dans en Woordkunst ten laste van de inrichtende macht;

Overwegende dat het voormelde arbeidsreglement het voorwerp heeft uitgemaakt van een verzoek tot uitstel vanwege het Bijzonder Comité voor Onderhandeling en Overleg;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het annuleren van punt nr. 21 van de Gemeenteraad van 25 juni 2025 houdende de goedkeuring van het arbeidsreglement - Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan - Onderwijzend personeel van de Academie voor Muziek, Dans en Woordkunst ten laste van de inrichtende macht.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECRETARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

27.08.2025/A/0027 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25 juin 2025 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de procès-verbal.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 25 juni 2025 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van proces-verbaal goed.

Levée de la séance à 21:30

Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Mohamed Ridouane Chahid